



Las Noticias de la República Democrática del Congo (RDC)

[2025-11-16/2025-11-30]

**Edición quincenal,
por Luc de l'Arbre**

Dimanche 16 novembre.

La RDC et l'AFC/M23 signent à Doha un accord-cadre pour tracer un chemin vers la paix dans l'Est. Ce qui a été signé à Doha ce 15 novembre n'est pas encore l'accord de paix définitif, mais il s'agit d'une étape vers celui-ci. Le document signé est un accord-cadre qui reprend deux des protocoles déjà paraphés lors de ces discussions : celui qui concerne le mécanisme de vérification du cessez-le-feu et celui sur l'échange de prisonniers. Ce nouveau document, dans lequel il n'y a pas de clause contraignante, a également acté que les discussions doivent encore se poursuivre sur d'autres protocoles. Il sera par exemple question de la restauration de l'autorité de l'État dans les zones passées sous contrôle de l'AFC/M23. Cette restauration sera progressive. Il sera aussi question du retour des réfugiés, ainsi que d'un volet sécuritaire, de l'accès humanitaire ou encore de la réconciliation. Les négociations devraient repartir d'ici à deux semaines et pour une longue période. Cela alors que, sur le terrain, la désescalade n'est pas encore au rendez-vous. La mise en place des premiers protocoles paraphés n'est d'ailleurs pas encore effective. « Le chemin sera encore long », prévient un responsable du mouvement armé AFC/M23 présent à Doha. Un proche de la présidence congolaise estime lui que cette signature « ouvre la porte à une rencontre des présidents rwandais et congolais à Washington ».

L'Onatra suspend le trafic ferroviaire sur la ligne Matadi-Kinshasa, dans sa section Kimwenza-Lemba, en raison des dégâts causés par les intempéries. Cette mesure est motivée par des raisons de sécurité, après des emportements survenus sur la voie ferrée durant les nuits du 11 au 12 novembre, ainsi que celles du 13 au 14. L'Onatra a rassuré sa clientèle que des démarches sont en cours pour l'aménagement de la ligne et le rétablissement rapide du trafic. La ligne ferroviaire Matadi-Kinshasa, exploitée par l'Onatra, constitue un axe stratégique pour le transport de passagers et de marchandises entre le port maritime de Matadi, dans le Kongo-Central, et la capitale congolaise.

Éboulement dans le site minier de Kawama : au moins 40 morts (bilan provisoire). Le site de Mulondo, situé à 42 km de Kolwezi, est connu pour des tensions récurrentes entre exploitants miniers artisanaux, coopératives et partenaires privés, indique des sources locales. Les faits se sont produits dimanche matin à Kawama. Des militaires qui gardaient ce site minier ont tiré des coups de feu. Les creuseurs artisanaux, qui envahissent cette carrière clandestinement, se sont mis à courir dans tous les sens. Certains se sont précipités vers le pont de fortune érigé par des creuseurs clandestins, pour franchir une grande tranchée de canalisation des eaux du bassin de rétention de l'entreprise. Cependant, l'ouvrage a cédé et ils sont tombés dans la tranchée provoquant des scènes de chaos.

L'auteure britannique Michela Wrong présente l'ouvrage « Rwanda, assassins sans-frontières ». L'auteure et journaliste britannique Michela Wrong a présenté, samedi 15 novembre, son ouvrage intitulé : « Rwanda, assassins sans frontières », devant un parterre de Congolais, à Kinshasa. Dans cet ouvrage de 542 pages, publié en France en avril 2023 aux éditions Maximilo, Michela Wrong met en lumière ce qu'elle décrit comme des crimes attribués au régime de Kigali. L'auteure détaille les méthodes que le président rwandais utiliserait pour réduire au silence ses opposants y



compris ceux vivant à l'étranger. Elle évoque notamment l'assassinat de Patrick Karegeya, ex-chef du renseignement extérieur du Rwanda, tué en Afrique du Sud. Selon elle, le président aurait fait de la vengeance un marqueur central de sa gouvernance, n'hésitant pas à pourchasser d'anciens alliés " jusqu'au bout du monde ".

CIRGL : les États membres exigent le retrait des troupes étrangères du territoire congolais. Le neuvième Sommet de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL) s'est clôturé samedi 15 novembre à Kinshasa. Les participants ont appelé les États membres à soutenir le processus de paix en République démocratique du Congo et à exiger le retrait sans délai des troupes du pays agresseur, conformément à la résolution 2373 du Conseil de sécurité des Nations unies. Ils ont également condamné la poursuite des hostilités par le Mouvement du 23 mars (M23) et les alliés des ADF. **La déclaration finale**, lue par le ministre congolais de l'Intégration régionale, exhorte : au désarmement des groupes armés d'origine burundaise, notamment les Red Tabara opérant en RDC ; au soutien du gouvernement centrafricain dans la mise en œuvre de l'accord de paix du 19 avril 2025 ; à la facilitation de la circulation des fournitures humanitaires vers les zones touchées en RDC ; à l'appui des efforts visant à neutraliser les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), y compris à travers le concept d'opération de Luanda (CONOPS) approuvé dans l'accord de Washington entre la RDC et le Rwanda.

La Monusco salue la signature de l'Accord-cadre par le Gouvernement de la RDC et l'AFC/M23. Cet Accord-cadre, qui établit des principes directeurs pour avancer vers une cessation durable des hostilités, une gouvernance participative nationale et une réconciliation sincère, a précisé la mission onusienne. Le texte réaffirme la priorité absolue à la protection des civils, a-t-elle souligné avec satisfaction, qui est au cœur de son mandat. Bien qu'il ne comporte pas de clause contraignante, ce document marque un engagement à poursuivre les discussions sur plusieurs protocoles essentiels, et réaffirme la souveraineté de la RDC. La Monusco appelle les parties à poursuivre les négociations de bonne foi « afin de transformer ces engagements en avancées concrètes sur le terrain ».

Lundi 17 novembre.

Est de la RDC : le Pape appelle à la fin des violences. Après la prière de l'Angélus, à la place Saint-Pierre, dimanche 16 novembre, le Pape Léon XIV a lancé un appel pressant pour que cessent les violences dans l'Est de la RDC. Le souverain pontife a assuré prier pour les chrétiens discriminés et persécutés, évoquant particulièrement les victimes congolaises d'une récente attaque des rebelles ADF au Kivu. « Ces derniers jours, un massacre de civils a été commis », a-t-il déploré, avant d'ajouter : « J'accompagne dans la prière les familles du Kivu et j'appelle à prier pour que cesse toute violence et pour que les croyants collaborent au bien commun ». L'attaque évoquée par le Saint-Père s'est produite dans la nuit de vendredi à samedi dans le village de Biambwe, situé à une quarantaine de km de Butembo, dans la province du Nord-Kivu. Les rebelles ougandais des ADF, affiliés au groupe terroriste islamiste État islamique, ont pris pour cible un centre de santé. Selon des sources locales concordantes, les assaillants ont tué, pillé des médicaments et incendié des maisons voisines. Le bilan provisoire fait état de 23 civils tués, dont 18 malades qui recevaient des soins dans la structure sanitaire et deux autres brûlés dans leurs maisons le long de la route de Mabiango.

Le M23 occupe un premier village de Shabunda après d'intenses combats contre les Fardc. Le groupe rebelle AFC-M23 a occupé, dimanche 16 novembre, premier village du territoire de Shabunda, à Maimingi, après une attaque surprise contre les Fardc. L'armée avait d'abord riposté avant de se replier vers Kimbili, où le centre de santé accueille plusieurs blessés, selon la société civile locale. Cette attaque a provoqué des déplacements massifs de populations, avec des milliers de personnes fuyant la zone. Le village de Maimingi, situé à la frontière avec le territoire de Walungu, territoire presque entièrement contrôlé par la rébellion, est désormais sous occupation de l'AFC-M23, marquant ainsi la première incursion de ce groupe dans l'ensemble des huit territoires du Sud-Kivu.

Résurgence du choléra à Basoko : les autorités sanitaires craignent une rupture de médicaments. La zone de santé de Basoko, située à environ 285 km de Kisangani, fait face à une recrudescence alarmante du choléra. Depuis le début de l'épidémie en juin dernier, 459 cas ont été enregistrés, dont 21 décès. Ce bilan met en lumière les faiblesses du système de santé local, confronté à un manque criant de moyens logistiques, de médicaments et de personnel qualifié.

Le président fustige la pollution «catastrophique» provoquée par les pluies diluviennes à Kinshasa. Les fortes pluies de ces dernières semaines ont une nouvelle fois mis à nu l'ampleur inquiétante de la pollution urbaine en RDC. Dès que les orages éclatent sur Kinshasa, des tonnes de bouteilles en plastique, de sacs, de boues et de débris en tout genre accumulés depuis des mois jaillissent ainsi des caniveaux et des rivières, ce à quoi il faut ajouter l'irruption de mauvaises pratiques comme des éboueurs vidant leurs chariots directement dans les fossés, ou des habitants profitant de la situation pour ouvrir leurs fosses septiques. Face à ce cocktail explosif pour la capitale congolaise dont la population frôle aujourd'hui les 20 millions d'habitants et qui révèle l'inefficacité criante de ses systèmes de collecte et



d'assainissement, les autorités ont décidé de hausser le ton. Inquiet des « tas d'immondices sur les avenues, des marchés insalubres, des caniveaux obstrués et des déchets plastiques qui envahissent les cours d'eau » notamment à Kinshasa, le président Félix Tshisekedi a en effet fustigé, lors du conseil des ministres, un manque flagrant de suivi dans la gestion de la salubrité publique, jugeant également la situation « profondément alarmante, voire catastrophique ».

Nord-Kivu : le bilan de l'attaque des ADF à Byambwe s'élève à 29 morts. L'assaut a visé à la fois la structure sanitaire et le village voisin, provoquant d'importants dégâts matériels. Selon les autorités locales, 23 victimes ont été recensées dans le centre de santé, dont 11 femmes et 7 hommes, tandis que 6 autres personnes ont péri dans le village environnant. «Les attaques contre les structures sanitaires constituent un crime contre l'humanité. Ces actes ignobles ne doivent pas rester impunis. Nous allons vaincre cet ennemi, nous allons vaincre ces terroristes ADF ».

RDC-Burundi : accord pour renforcer la coopération agricole. La RDC et le Burundi ont signé dimanche à Kinshasa un mémorandum d'entente pour renforcer leur coopération agricole, en présence des présidents Félix Tshisekedi et Évariste Ndayishimiye. La signature d'un accord sur la coopération agricole entre le Burundi et la RDC est intervenue lors d'une rencontre bilatérale organisée à la Cité de l'Union africaine, tenue au lendemain du 9^e sommet de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL). Les deux chefs d'État, Félix Tshisekedi et Évariste Ndayishimiye, ont d'abord eu un entretien privé de trente minutes, avant d'élargir les discussions à leurs délégations respectives. Selon la Présidence congolaise, ce mémorandum couvre plusieurs domaines, notamment la recherche agronomique, la formation et l'échange d'experts, la lutte contre les maladies des cultures, l'agro-industrie et la mise en œuvre de projets conjoints. Les deux pays ont également réaffirmé leur volonté d'accélérer d'autres chantiers prioritaires liés à la mobilité transfrontalière et au commerce, avec une impulsion politique destinée à coordonner les actions sectorielles. Sur le plan régional, les discussions ont porté sur l'harmonisation des positions au sein des Grands Lacs et la préparation des prochaines échéances de la CIRGL. Les deux dirigeants ont insisté sur la nécessité de renforcer la solidarité régionale face aux enjeux sécuritaires persistants. La situation sécuritaire dans l'Est de la RDC demeure en effet marquée par l'activisme de groupes armés, à l'origine de tensions récurrentes et de déplacements massifs de populations, ce qui renforce la nécessité d'une coordination accrue entre les États de la région. Kinshasa et Gitega entretiennent de longue date des relations de coopération jugées excellentes. Le mémorandum signé dimanche s'ajoute ainsi à plusieurs autres accords déjà conclus entre les deux pays. La rencontre a également marqué la fin du séjour de 48 heures du président Ndayishimiye en RDC. Le développement agricole constitue l'un des piliers du programme quinquennal du président Félix Tshisekedi. Le gouvernement congolais a récemment adopté une Stratégie nationale de développement agricole axée sur la valorisation des terres rurales et l'amélioration des chaînes de production. La deuxième phase du Programme de développement de 145 territoires prévoit, pour sa part, la construction de routes de desserte agricole afin de faciliter l'accès aux produits alimentaires et de contribuer à la réduction de l'insécurité alimentaire dans les zones rurales.

Mardi 18 novembre.

Nouvelle baisse de prix de carburants à Kinshasa, depuis lundi 17 novembre matin à Kinshasa. Le prix du litre d'essence est passé de 2690 à 2440 FC et de 2 680 à 2 430 FC, pour le gasoil. Cette baisse du prix de carburants n'est cependant pas appliquée ce lundi dans plusieurs stations-services de la ville. Certains responsables de ces sites disent vouloir évacuer leurs anciens stocks pour ne pas connaître des pertes. Le prix du litre de carburants dans la zone Ouest de la RDC avait déjà connu une baisse de 10 % à partir du 8 octobre 2025. Cette mesure concernait notamment l'essence, dont le prix à la pompe passait de 2 990 à 2 690 FC.

Haut-Katanga : enjeux et apports des entreprises minières pour les communautés locales. Une journée scientifique s'est tenue le 16 novembre dans le territoire de Kambove, province du Haut-Katanga, organisée par l'association « l'Elite de Kambove », portant sur le thème « Kambove et ses mines : quelles retombées ? ». Les débats ont porté sur plusieurs axes majeurs dont la cartographie minière de Kambove, un aperçu général du secteur minier, la responsabilité sociétale des entreprises, la redevance minière, la dotation de 0,3%, les cahiers de charges, le respect des engagements et la transparence. Les intervenants ont insisté sur l'importance d'un équilibre entre exploitation minière, développement économique et bien-être des populations. Les représentants des sociétés minières actives dans le territoire, ont présenté leurs réalisations concrètes aux bénéfices des communautés, notamment en infrastructures (écoles, centres de santé), appuis sociaux et environnementaux. Ces actions témoignent d'une volonté d'intégrer les communautés dans les retombées positives de l'exploitation minière et de contribuer au développement local durable.

Résurgence inquiétante du choléra à Masisi : 40 cas en 2 mois. « Jusque-là nous sommes au 40 cas. La situation continue à s'aggraver au niveau de l'aire de santé de Masisi. La situation commence à embraser même les aires de santé avoisinante car nous avons enregistré des cas provenant des Kitshule, de Sati à côté de l'aire de santé de Masisi »,



rapporte Dr Kandundao. Il appelle la population à la vigilance, à respecter rigoureusement les mesures d'hygiène telles que la consommation d'eau potable, la cuisson correcte des aliments, le lavage systématique des mains, ainsi que le maintien d'un environnement propre. Cette épidémie s'inscrit dans un contexte de crise sanitaire multiforme au Nord-Kivu, marqué par plusieurs flambées simultanées (choléra, rougeole, M-pox), exacerbées par les déplacements de populations et un accès limité aux soins et à l'hygiène, ce qui nécessite une mobilisation accrue des autorités et partenaires humanitaires.

Importants dégâts matériels après un accident d'avion à Kolwezi, le lundi 17 novembre à l'aéroport. Dans un communiqué, le ministère des Mines rapporte que l'appareil, affrété par ses services, transportait 26 passagers et 3 membres d'équipage, en provenance de Kinshasa. Lors de l'atterrissage, l'avion a quitté la piste, puis s'est immobilisé, provoquant une grande panique parmi les passagers, qui ont pu évacuer avant que l'appareil ne prenne feu. Les membres d'équipage s'en sont également sortis indemnes. Le ministre Louis Watum Kabamba et sa délégation se rendaient en mission d'urgence dans la province du Lualaba, à la suite de l'incident tragique survenu le samedi 15 novembre sur le site minier artisanal de Kalando, près du village Mulondo.

Le monde célèbre la Journée pour la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels. Objectif de la journée : sensibiliser à la réalité des abus sexuels sur mineurs, encourager un débat ouvert sur ces violences souvent tues, briser les tabous et lutter contre la stigmatisation des victimes et des survivants. D'après l'Unicef, une fille sur cinq et un garçon sur sept, dans le monde, seront victimes d'exploitation ou d'abus sexuels avant leurs 18 ans. En 2025, le thème retenu met l'accent sur la nécessité de politiques fondées sur des données probantes pour renforcer les mécanismes de protection des enfants. Lancée en 2015 par le Conseil de l'Europe, cette journée est célébrée chaque 18 novembre dans les États membres du Conseil mais aussi au-delà, mobilisant gouvernements, ONG, institutions éducatives et citoyens. Cette journée rappelle que la lutte contre les abus sexuels sur les enfants est une responsabilité collective. À travers le monde, de nombreuses initiatives sont prévues pour renforcer la prise de conscience et soutenir les efforts de prévention.

510 000 réfugiés recensés en RDC (HCR), principalement en provenance du Rwanda, mais aussi d'autres pays d'Afrique centrale et d'ailleurs. Dans les pays voisins de la RDC, selon Directeur du bureau régional environ 1,2 million de réfugiés congolais ont été recensés : environ 83 000 au Rwanda et plus de 600 000 en Ouganda. Selon lui, l'UNHCR entend intensifier ses efforts pour favoriser le retour des populations déplacées dans l'Est de la RDC. La Premier ministre a profité de la rencontre pour exhorter l'UNHCR à renforcer son impact sur le terrain et à accélérer les actions en faveur du retour et de la réintégration des populations.

Félix Tshisekedi lance la Table ronde nationale sur l'emploi et l'entrepreneuriat des jeunes. Ces assises visent à offrir aux jeunes congolais des perspectives, grâce à l'emploi et à l'entrepreneuriat. Elles rassemblent plusieurs acteurs institutionnels, économiques et sociaux afin d'identifier des pistes pour créer des opportunités professionnelles et soutenir l'initiative privée des jeunes à travers le pays. Le chef de l'État a reconnu l'existence de nombreuses initiatives dans le pays : programmes publics, projets soutenus par des partenaires, incubateurs, centres de formation, actions menées par le secteur privé ou par des organisations de jeunesse. Cependant, « ces initiatives restent souvent dispersées, insuffisamment coordonnées, parfois ponctuelles, parfois limitées à certaines zones urbaines, laissant de côté de vastes territoires ruraux ».

COP11 : une opportunité stratégique pour renforcer la lutte antitabac en RDC. Les travaux de la 11e Conférence des Parties (COP11) à la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac (CCLAT) ont démarré dimanche 17 se poursuivront jusqu'au 22 novembre à Genève (Suisse). La RDC a l'opportunité de défendre des politiques adaptées à ses réalités sanitaires, économiques et sociales, au cours de cet événement mondial, réunissant 183 Parties. La COP11 vise à évaluer les progrès réalisés et à adopter des mesures innovantes pour réduire l'impact du tabac sur la santé publique. **Réduction de la nocivité en RDC.** Le tabagisme reste un problème de santé publique et où l'accès aux soins est limité en RDC. La réduction de la nocivité s'avère donc indispensable pour compléter les politiques de prévention. Cette approche, combinée à des campagnes de sensibilisation et à un cadre réglementaire strict, permettrait à la RDC de renforcer sa lutte antitabac tout en tenant compte des réalités socio-économiques locales.

Mercredi 19 novembre.

Judith Suminwa défend le budget 2026 devant l'Assemblée nationale. Il s'établit à 59.021 milliards de francs congolais (Environ 25 milliards USD), soit une progression de 16 % par rapport au budget rectificatif 2025, arrêté à 50.692 milliards de francs. Les priorités de ce budget portent sur la sécurité, l'économie et le social. Ce cadrage pourrait être ajusté en fonction de l'évolution du contexte macroéconomique, a averti Judith Suminwa. Elle a par ailleurs détaillé



cinq grands axes prioritaires financés dans ce budget : 1. *Sécurité et défense nationale*. Le Gouvernement consacre 11.896 milliards de francs congolais, soit près de 30 % du budget général, aux forces de défense et de sécurité ; renforcer l'équipement militaire, d'améliorer la logistique et d'assurer une meilleure prise en charge du personnel militaire et policier. 2. *Affaires économiques* : infrastructures, agriculture et industrie. Avec 11.972 milliards de francs alloués, l'exécutif mise sur la diversification économique, en investissant dans l'agriculture, des infrastructures, des transports et de l'énergie. 3. *Éducation*. La gratuité de l'enseignement primaire demeure une priorité. Une enveloppe de 6.657 milliards de francs est mobilisée pour la construction et la réhabilitation des écoles, la formation continue des enseignants, la mécanisation de nouvelles unités et le paiement des salaires du personnel enseignant. 4. *Santé*. Le Gouvernement prévoit 5.579 milliards de francs pour la prise en charge des accouchements, des soins prénatals, postnatals et néonataux. Ces ressources serviront aussi à renforcer la lutte contre les endémies et les maladies hydriques, ainsi qu'à améliorer l'accès aux soins dans les zones touchées par les crises humanitaires. 5. *Protection sociale et solidarité nationale*. Une enveloppe de 1.211 milliards de francs est réservée aux pensions, aux retraites et à l'assistance aux déplacés internes, particulièrement affectés par les conflits dans l'Est du pays. (AfricaNews)

Naufrage d'une baleinière sur la rivière Sankuru : plusieurs personnes portées disparues (sources officielles). Citant le commissaire fluvial, l'administrateur de Kole confirme que la baleinière était partie de la localité de Bena Dibele en direction de Kinshasa. Elle transportait à son bord 120 passagers, dont seule une cinquantaine ont été retrouvés jusqu'à présent. L'embouchure de la rivière Kasai est connue pour ses violents tourbillons. L'épave d'une autre baleinière y est restée coincée depuis son chavirement il y a un an.

Procès du braquage de Rawbank : perpétuité requise contre Porsche, peine de mort pour ses coaccusés. Le ministère public a requis, mardi 18 novembre, la peine de perpétuité contre Honorine Porsche, présumée auteure du braquage déjoué le 16 octobre à l'agence Rawbank Victoire à Kinshasa. Ses quatre coaccusés risquent quant à eux la peine de mort, selon le réquisitoire prononcé par l'auditeur militaire lors de l'audience publique devant le tribunal militaire de garnison de Kinshasa-Gombe. Les parties civiles ont également formulé des demandes d'indemnisation : Rawbank réclame 5 millions USD pour le préjudice subi, La République sollicite 10 millions USD.

OCHA répertorie au moins 55 civils tués à Lubero, plus de 50 000 personnes déplacées vers Butembo et les localités environnantes suite aux attaques armées en octobre. Les infrastructures scolaires sont restées fermées dans plusieurs localités, compromettant la reprise des activités éducatives, tandis que les structures sanitaires demeurent gravement affectées par une pénurie de médicaments", rapporte OCHA/RDC dans son document rendu public mardi 18 novembre 2025. Par ailleurs, des évaluations menées par l'ONG SI en octobre dans la Zone de Santé de Kayna, située au sud du territoire de Lubero, ont révélé la présence de plus de 23 000 personnes déplacées et 95 000 personnes retournées dans les localités de Kayna, Bulotwa, Mighobwe et Bukomerwa. Ces populations vivent dans une situation d'extrême vulnérabilité, aggravée par l'instabilité sécuritaire et les affrontements armés survenus entre août et octobre 2025 dans les territoires voisins de Rutshuru et Walikale. S'agissant du territoire de Beni, toujours dans la province du Nord-Kivu, le mois d'octobre a été marqué par une combinaison de violences armées, de criminalité et de tensions sociales. Selon OCHA, le 3 octobre, des affrontements entre l'armée congolaise et un groupe armé à Machongani ont entraîné le déplacement préventif de plusieurs ménages vers Oïcha, bien que l'ampleur exacte demeure inconnue. Le 7 octobre, un camion privé transportant de l'aide humanitaire destinée aux populations déplacées d'Eringeti et de Mayi-Moya a été incendié à Oïcha par des individus armés non identifiés. "Cet incident illustre les risques élevés pour les acteurs humanitaires et les défis d'accès dans la zone. Par ailleurs, la menace des engins explosifs improvisés (EEI) demeure préoccupante. Deux personnes ont été tuées et quatre autres blessées lors d'explosions survenues à Kalunguta et à Kilya au cours du mois d'octobre", ajoute OCHA. Cette partie de la province du Nord-Kivu fait face aux attaques répétées des ADF, des rebelles à l'origine essentiellement ougandais. Actifs depuis près de trois décennies dans l'est de la RDC, ils ont fait allégeance en 2019 au groupe État islamique, qui les présente comme sa branche d'Afrique centrale. En dépit des opérations militaires conjointes entre l'armée congolaise et l'armée ougandaise, la menace demeure. (Actualité.CD)

Le Burundi a accueilli plus de 120.000 réfugiés congolais fuyant l'Est de la RDC. « Malgré des ressources limitées, le Burundi a accueilli plus de 120.000 réfugiés congolais ayant fui des violences dans l'est de la RDC », a déclaré mercredi le Représentant permanent du Burundi à l'ONU. Selon ce diplomate, le Burundi « assure leur protection, l'accès aux services essentiels et aux moyens de subsistance. L'ambassadeur Zéphyrin Maniratanga invite la communauté internationale à renforcer son soutien aux Etats assumant une charge humanitaire régionale importante ». Ces déclarations s'inscrivent dans le cadre d'un débat ouvert du Conseil de sécurité de l'ONU sur l'insécurité alimentaire comme facteur de conflit. En mars dernier, l'ONU estimait l'effectif des réfugiés congolais accueillis au Burundi depuis janvier à « près de 70 000 personnes – principalement des femmes, des enfants et des personnes âgées ». Il s'agit, a déclaré l'ONU, « du plus grand afflux de réfugiés qu'ait connu le Burundi depuis des décennies ». Le pic d'afflux



massif des réfugiés congolais au Burundi s'est particulièrement intensifié entre janvier et mars derniers suite aux violents combats entre le groupe rebelle M23 et l'armée congolaise dans l'est de la RDC. Ces affrontements ont provoqué d'importants déplacements de population. Actuellement, les combats se poursuivent dans l'est du pays, notamment dans le territoire de Walikale, au Nord-Kivu, et dans les hauts plateaux du Sud-Kivu. Depuis plusieurs mois, Doha, Washington et l'Union africaine tentent de favoriser un dialogue direct entre les belligérants. Le 15 novembre, la RDC et le M23, soutenu par le Rwanda, ont signé à Doha une feuille de route destinée à encadrer les prochaines négociations en vue d'un accord de paix global dans l'est du pays. (Agence Anadolu)

Jeudi 20 novembre.

Huang Xia mobilise pour le retour de la paix dans l'Est de la RDC. L'envoyé spécial du Secrétaire général de l'ONU pour la région des Grands Lacs, a déclaré : « Ce que nous espérons, c'est que les acteurs africains et externes travaillent main dans la main pour créer un effet de synergie et mettre fin à la crise dans l'Est de la RDC et dans la région », a-t-il déclaré. En mars dernier, l'envoyé spécial avait réitéré au Chef de l'État « la volonté forte des Nations unies d'accompagner et d'appuyer les pays de la région des Grands Lacs dans leurs efforts de paix et de sécurité ». L'objectif est de relever l'enjeu immédiat de la désescalade des tensions tout en travaillant sur des solutions durables pour assurer la paix et la stabilité dans la région. Huang Xia avait par ailleurs exprimé son inquiétude face à l'aggravation de la crise actuelle, tout en soulignant que la communauté internationale, les organisations sous régionales et l'Union africaine sont désormais mobilisées pour trouver des solutions.

La Fondation Bill Clinton dénonce les mauvaises conditions carcérales à Makala et Ndolo. Dans un rapport du 19 novembre, le coordonnateur de cette organisation, affirme avoir répertorié au moins 11 404 détenus, alors que la capacité d'accueil n'est que de 1 500 personnes. Il indique avoir constaté des cas de malnutrition, des lenteurs judiciaires et d'autres problèmes graves qui affectent ces établissements pénitentiaires. Il regrette que la plupart des prisonniers n'aient pas accès à des soins médicaux de qualité. « Pour cette raison, nombreux d'entre eux succombent à leurs maladies ».

Plus de 1 800 déplacés retournent dans leurs villages malgré une accalmie fragile à Djugu, permettant la réouverture progressive des écoles et des marchés et redonnant de l'espoir aux habitants. Des milliers de personnes déplacées, qui avaient trouvé refuge à Bunia et dans d'autres zones jugées plus sûres, ont décidé de retourner chez elles, motivées par le début de la saison agricole, souhaitant remettre en valeur leurs champs. Cependant, OCHA alerte sur une situation sécuritaire toujours fragile et souligne que l'insécurité alimentaire aiguë persiste dans les zones de retour. Ainsi, malgré une accalmie prometteuse, le retour des déplacés dans leurs villages à Djugu reste une étape précaire, nécessitant un appui humanitaire et sécuritaire continu pour assurer leur stabilité, précise OCHA dans son rapport.

Au procès de l'ex-chef rebelle Lumbala, un rapport de l'ONU et un documentaire décortiquent les crimes en RDC. Luc Henkinbrant, ancien officier des droits de l'homme, aujourd'hui retraité, a été interrogé sur le rapport Mapping, ce 19 novembre 2025 à Paris. Le président du tribunal a lu plusieurs extraits, notamment ceux relatifs à l'opération « Effacer le tableau » : « Ce sont au moins 373 civils, dont des Pygmées tués. » Et de poursuivre : « Des miliciens du Sud-Kivu auraient aussi recueilli du liquide vaginal pour fabriquer des fétiches. Des éléments du MLC et du RCD-N auraient également fabriqué des amulettes à l'aide de sexe boucané. » Luc Henkinbrant confirme que cela figure bien dans le rapport Mapping. L'ancien officier des droits de l'homme termine son audition et félicite la Cour de s'être emparée de l'affaire pour permettre aux victimes d'être entendues. Il a toutefois découvert ce mercredi, lors des auditions, que la Cour d'assises n'a pas eu accès aux annexes du rapport Mapping qui contiennent les noms des auteurs allégués de crimes contre l'humanité commis de 1993 à 2003. Selon le Haut-Commissariat des Nations unies, ces annexes seraient présentées si la justice le demandait. « C'est un véritable scandale que cette base de données, qui contient les noms des auteurs présumés des crimes que même ici, devant cette Cour, ces documents n'ont pas été communiqués, s'insurge-t-il. Beaucoup des auteurs qui sont dans cette base de données, des auteurs des crimes, sont des personnalités de haut-niveau qui peuvent être au pouvoir politique et militaire en RDC, mais aussi dans les pays voisins comme l'Ouganda et surtout comme le Rwanda, pays voisin, donc qui profite et utilise ces mouvements rebelles congolais, alors qu'il s'agit d'une guerre économique qui leur permet de faire sortir les ressources naturelles : les minerais, l'or, qui se trouvent notamment dans les zones que le RCD-N et son allié, le MLC, soutenus par l'Ouganda, voulait conquérir ». (RFI)

Walikale: près de 20 000 déplacés arrivés après les affrontements à Kalehe et Masisi présentent des besoins urgents, notamment en matière de santé et de sécurité alimentaire. Depuis le début de l'année, l'escalade du conflit et l'intensification des attaques de la rébellion AFC/M23, appuyée par le Rwanda au Nord et au Sud-Kivu, ont déplacé des centaines de milliers de personnes, aggravant une crise humanitaire déjà critique. Les violences ont fait des



centaines de morts et des milliers de blessés, tandis que les routes coupées et l'insécurité compliquent encore davantage l'accès humanitaire. Malgré ces conditions difficiles, les acteurs humanitaires poursuivent leurs opérations vitales en négociant l'accès aux zones affectées et en fournissant des soins médicaux d'urgence, une aide alimentaire ainsi que d'autres formes d'assistance essentielle. Selon l'ONU, il est impératif de garantir un accès humanitaire rapide, sans entrave et sécurisé aux populations dans le besoin, et de lever tous les obstacles qui persistent. En dépit des avancées annoncées dans le cadre des initiatives de médiation notamment le processus de Washington piloté par les États-Unis pour le dossier RDC-Rwanda, ainsi que l'implication du Qatar dans la crise opposant la RDC à la rébellion AFC/M23 la situation sur le terrain peine à s'améliorer. Face à ce constat, de nombreuses voix appellent les parties prenantes à respecter les engagements contenus dans les différents accords et déclarations signés, afin de faire taire les armes et d'offrir enfin une chance à la paix après près de trois décennies de conflit. **(Actualité.CD)**

Le secteur minier congolais attire 2 milliards USD d'investissements étrangers par an. Ces apports ont permis à la RDC de franchir le seuil de 3 millions de tonnes de cuivre produites, faisant du pays le deuxième producteur mondial. Le ministre a insisté sur la nécessité de renforcer la connectivité interne et régionale. Bien que disposant d'un accès limité à l'océan Atlantique, la RDC est entourée de sept corridors de transport susceptibles de structurer un vaste marché au cœur de l'Afrique centrale. Pour libérer ce potentiel, il a appelé à des investissements massifs dans les infrastructures de transport, les plateformes logistiques et le secteur de l'énergie, identifiés comme prioritaires dans les discussions en cours avec le Qatar. Cette visite intervient après la signature, début septembre 2025, de lettres d'intention avec la société qatarie Al Mansour Holding, portant sur un portefeuille de 21 milliards USD.

Plus de 500 enseignants en Ituri désertent les écoles pour exploiter l'or et le cacao, dans les territoires de Mambasa, Djugu, Irumu et la ville de Bunia. Les autorités éducatives craignent que cette situation perturbe gravement le calendrier scolaire et la qualité de l'éducation, avec de nombreux élèves laissés sans encadrement.

Renforcement de la coopération militaire entre la RDC et la Russie. Ce partenariat RDC-Russie vise à professionnaliser les militaires congolais grâce à plusieurs formations et au développement d'un dialogue technique régulier entre les deux pays dans le strict respect des engagements internationaux ratifiés par la RDC. Les discussions ont également porté sur l'importance de renforcer les capacités des FARDC pour assurer la sécurité et l'intégrité des frontières nationales. La RDC, de son côté, manifeste une ouverture à tous ses partenaires et s'inscrit dans une stratégie de montée en compétence de son armée via ces alliances bilatérales.

Vive tension dans plusieurs localités de Masisi occupées par l'AFC-M23. Après trois jours d'affrontements opposant l'armée congolaise et ses alliés locaux à la rébellion de l'AFC-M23, de nouvelles localités sont passées sous occupation des rebelles. Ces combats, qui ont repris dimanche, se sont poursuivis jusqu'à mercredi dans plusieurs localités des territoires de Masisi et Walikale. D'autre part, les rebelles de l'AFC-M23 ont occupé, entre dimanche et mardi 18 novembre, les villages de Kasheke et Bituna, dans le secteur d'Osso Banyungu, mais aussi d'autres villages, dont le chef-lieu du secteur de Katoyi, et du groupement Nyamaboko. Les sources de la société civile de cette partie du territoire de Masisi dénoncent une campagne d'installation d'une administration parallèle dans ces entités coutumières.

Environ 1500 maisons détruites après une pluie torrentielle à Shabunda. Plusieurs familles sinistrées ont passé la nuit à la belle étoile sous les intempéries. Les organisations de la société civile de Shabunda lancent un appel d'aide humanitaire au gouvernement de la République et aux organisations non gouvernementales.

La traçabilité des minerais de la RDC au centre d'une table-ronde à Genève. La transparence et la traçabilité des minerais critiques de l'Est de la RDC ont été au cœur de la rencontre. Les participants se sont employés à concevoir un système renforcé de traçabilité des minerais, de la mine jusqu'à l'exportation, afin de mettre un terme à la contrebande des minerais dits « 3T » (étain, tantale, tungstène) vers les pays voisins. A l'issue de cette rencontre, le ministre des Mines, a insisté sur l'urgence pour le Gouvernement de la RDC de mettre fin à l'hypocrisie entourant le commerce des minerais et de conjuguer les efforts pour assurer traçabilité et transparence: « Il est temps d'arrêter cette hypocrisie, de reconnaître que c'est finalement cette hypocrisie qui nous a coûté aujourd'hui. L'effort de traçabilité, de transparence, nous devons conjuguer tous nos efforts ensemble pour y arriver. Nous devons davantage faire des efforts pour que le minerai soit tracé à partir du site où il a été extrait jusqu'à sa commercialisation ».

Vendredi 21 novembre.

135 nouveaux magistrats militaires prêts à renforcer la justice au sein de l'armée. Ces nouveaux officiers, issus de la promotion 2024-2025, intègrent le rang d'officiers subalternes, notamment en tant que magistrats militaires, après neuf mois de formation militaire. Les récipiendaires ont exprimé leur fierté quant à la qualité de leur formation et ont promis de servir loyalement l'État congolais, dans le respect strict des lois et de la discipline. Le ministre de la Défense



a rappelé que cette formation s'inscrit dans le cadre du renforcement de l'armée, particulièrement en cette période où le pays est attaqué par plusieurs groupes armés, notamment la coalition rebelle AFC-M23. Il leur a demandé de faire preuve d'impartialité dans l'exercice de leurs fonctions et de rendre une justice équitable.

Réouverture de l'aéroport de Goma : pour l'AFC/M23, il s'agit d'un lobbying des humanitaires auprès de la France dans l'objectif de se faire une santé financière derrière la population. L'AFC/M23 maintient son refus concernant toute tentative de réouverture de l'aéroport international de Goma, comme proposé lors de la récente conférence humanitaire organisée par la France. Lors d'un échange avec la presse, dans le cadre de la restitution des activités relatives à la signature de l'Accord-cadre avec le régime de Kinshasa à Doha, le mouvement appuyé par le Rwanda a accusé certaines organisations humanitaires d'être à l'origine de cette démarche. Selon eux, ces acteurs chercheraient à profiter financièrement de la situation des populations de l'Est de la RDC. Yannick Tshisola, membre de la délégation de l'AFC/M23 aux discussions et directeur de cabinet du coordonnateur politique du mouvement Corneille Nangaa, affirme que la situation humanitaire dans les zones sous leur contrôle n'est plus alarmante. Il soutient que les camps de déplacés autour de Goma n'existent plus et que les populations seraient retournées dans leurs villages grâce, selon lui, à la gouvernance mise en place par l'AFC/M23 depuis la prise de contrôle de la ville. Il accuse par ailleurs le régime de Kinshasa d'être responsable de la fermeture de l'aéroport international de Goma, évoquant deux raisons principales, sans toutefois entrer dans les détails dans cette intervention. L'AFC/M23 justifie également sa position par ce qu'elle considère comme un non-respect des engagements par le gouvernement congolais, notamment concernant la non-libération des prisonniers et les violations répétées du cessez-le-feu. Face à cette impasse qui continue de retarder l'assistance humanitaire, de nombreux observateurs estiment qu'il est désormais temps pour les médiateurs le Qatar et les États-Unis d'intervenir de manière plus décisive afin de lever les blocages persistants entre Kinshasa et l'AFC/M23. (Actualité.CD)

Washington : 4e réunion du Mécanisme conjoint RDC–Rwanda sur la sécurité. Cette rencontre s'est déroulée en présence de représentants des États-Unis, Qatar et Togo en qualité de médiateur de l'Union africaine. Selon un communiqué du Département d'État américain, la RDC et le Rwanda ont réaffirmé leur engagement à faire avancer l'Ordre d'opérations pour mettre en œuvre le Concept d'opérations du Plan harmonisé. Ce plan vise la neutralisation des FDLR, le désengagement des forces et la levée des mesures défensives du Rwanda. Les observateurs ont salué les efforts des deux parties pour faciliter la démobilisation, le rapatriement et la réintégration des FDLR. Les participants ont insisté sur la nécessité de maintenir une cohérence entre les processus de Doha et de Washington, saluant la récente signature de l'Accord-cadre de Doha entre le gouvernement congolais et l'AFC/M23. Le Togo accueillera le 17 janvier 2026 une réunion de haut niveau destinée à consolider le processus de paix en RDC et la région des Grands Lacs.

La Monusco et les Fardc déjouent une attaque de la milice CRP à Djugu. Ces miliciens, qui tentaient d'observer la zone où se trouvent également des sites de déplacés pour organiser leur assaut, ont été repoussés grâce à l'intervention rapide des Fardc et des soldats de paix, les contraignant à se replier dans la forêt.

Sept entreprises minières opèrent sans permis d'exploitation dans la Tshopo, dans les territoires de Bafwasende, Banalia, Basoko et Ubundu. Ces chiffres ont été révélés par l'Initiative pour la protection des droits de l'homme et la réinsertion ainsi que Patrice Emery Lumumba pour le développement communautaire, deux ONG ayant mené une étude entre août et septembre derniers.

Est de la RDC: la Cour d'assises de Paris «compétente pour juger» l'ex-chef rebelle congolais Lumbala. À l'ouverture du procès, le 12 novembre, les avocats de la défense soutenaient que la juridiction française était incompétente. Après avoir lu les demandes formulées par l'inculpé en début d'audience, le président de la Cour d'assises de Paris, Marc Summerer, lui a répondu : oui, le ministère public a vérifié que le mandat d'arrêt de 2013 en RDC n'a aucun lien avec les poursuites actuelles. À l'époque, l'inculpé était poursuivi pour trahison à Kinshasa. Il demandait justement à la France un statut de réfugié politique, craignant de ne pas avoir un procès équitable. Et pour répondre à une autre affirmation de l'accusé, les autorités congolaises ont en effet émis, en juin 2025, un mandat d'arrêt visant Roger Lumbala. Or il n'est pas possible de poursuivre une personne dans deux juridictions différentes pour les mêmes faits. La compétence universelle de la Cour d'assises de Paris est donc confirmée. (RFI)

Incendie d'un entrepôt de la Ceni à Kinshasa. Aucun décès ni blessé n'a été enregistré à la suite de cet incident, indique la Ceni dans un communiqué. Cependant, l'incendie a entraîné la destruction de plusieurs équipements, parmi lesquels figurent des batteries en lithium et des panneaux solaires. Les premières investigations ont permis d'identifier l'origine de l'incendie, localisée dans la salle de stockage des batteries en lithium.

Samedi 22 novembre.



Plus de 400 maisons endommagées après des pluies violentes dans le Haut-Katanga, laissant des centaines de familles sans abri et exposées aux intempéries. Les communes de Kampemba, Katuba ainsi que les territoires de Kambove et Kasenga figurent parmi les plus sinistrés. La situation nécessite une intervention urgente des autorités provinciales et nationales pour assister les familles sinistrées et mettre en place des mesures de prévention, l'assainissement des routes et le curage des cours d'eau, afin d'éviter que ces catastrophes ne se reproduisent avec l'intensification des pluies.

Monseigneur Sikuli appelle le gouvernement à restaurer la paix dans l'Est de la RDC, en sécurisant les citoyens et leurs biens. Cet homme d'Église a rappelé que les Congolais ont droit à la sécurité, qui doit être garantie par les dirigeants. Il a exprimé son désarroi face aux tueries répétées contre des civils sans défense dans la région de Beni-Butembo. Dans la nuit du 15 novembre dernier, au moins 29 personnes ont été tuées lors d'une attaque meurtrière attribuée aux rebelles des Forces démocratiques alliées au Centre de santé de référence de Biambwe, à 42 km de Butembo. Les ADF ont ciblé ce centre, tuant des patients, pillant des médicaments et incendiant des maisons voisines. Le bilan provisoire, initialement de 20 morts, est passé à 29 victimes quelques jours plus tard, selon des sources officielles.

La Belgique ouvre une enquête sur la famille Tshisekedi. Le parquet fédéral belge qui a enregistré la plainte visant des proches du président Tshisekedi a décidé d'enquêter sur les allégations de pillage des minerais du Katanga. Ce parquet belge a exigé « d'accéder à l'historique complet des comptes bancaires de la première dame, Denise Nyakeru, des enfants et des frères du chef de l'État. Une décision marque un tournant majeur dans une enquête qui prend une dimension à la fois judiciaire, politique et diplomatique ». Déposée le 8 juillet dernier, la plainte à l'origine de cette procédure émane des avocats Bernard et Briec Maingain, mandatés par plusieurs ONG katangaises et quatre anciens dirigeants de la Gécamines. Ils accusent « neuf membres du « clan Tshisekedi », tous de nationalité belge, « de corruption, détournement et blanchiment réalisés à travers la gestion opaque de plusieurs sites miniers dans le sud-est de la RDC ». (RFI)

Des ressortissants chinois quittent la mine d'or de Karhembu à Walungu à cause de bombardements. Selon ces sources, ces exploitants miniers chinois ont été contraints d'abandonner le site minier en raison des bombardements par drones survenus jeudi 20 novembre. Ces frappes aériennes visant des positions de la coalition rebelle AFC-M23, ont notamment touché la mine d'or de Karhembu, située à la jonction des territoires de Walungu, Shabunda et Mwenga. Ces frappes avaient visé principalement les réservoirs de carburant alimentant l'usine, provoquant un incendie et une épaisse fumée couvrant la zone du groupement de Luciga où l'usine est implantée, affirmaient alors des sources locales.

Situation critique à Walungu : au moins 112 civils tués en 8 mois lors des combats M23-Wazalendo. Ces violences, documentées dans plusieurs groupements tels que Kaniola, Mulamba, Tubimbi, Kamisimbi et Nyangezi, sont accompagnées de graves violations des droits humains : viols de femmes et pillages à grande échelle, selon le collectif.

Le Front pour la 4^e République prône un nouveau modèle de gouvernance en RDC. « La Troisième République a démontré ses limites par le texte qui l'organise, par le mécanisme de gestion de la gouvernance, ainsi que par les institutions. Les conflits intempestifs ne cessent de bloquer le fonctionnement de la République ». Face à ce constat d'échec, le Front propose une alternative : instaurer une « limitation effective du pouvoir entre l'exécutif et le législatif, ainsi qu'une gestion orthodoxe du pouvoir judiciaire ». La mission de ce mouvement est, entre autres, de créer un nouvel équilibre des pouvoirs pour une gouvernance plus stable et efficace. Pour concrétiser ce projet, le Front a déjà mis en place une commission chargée de rédiger une nouvelle Constitution. Le « Front pour la Quatrième République » a été officiellement lancé lundi 27 octobre à Kinshasa.

Fizi : 363 830 nouveaux déplacés enregistrés depuis le 31 Octobre, fuyant les affrontements entre les Wazalendo et la coalition Twirwaheno Red Tabara affilié à l'AFC/M23 dans différents villages du territoire de Fizi. « Une partie de ces derniers est gérée dans les sites d'accueil soit 29.282 déplacés internes. Seuls les hauts plateaux comptent 157.239 personnes ayant fui les violences. Les zones de santé de Nundu dans le groupement de Babungwe Nord secteur de Tanganyika et celle de Kimbi Lulenge dans le groupement de Lulenge compte actuellement 35.000 nouveaux déplacés internes venus dans les hauts plateaux de Fizi. L'insécurité persistante entraîne le déplacement massif et répété de la population, l'abandon des champs, limite à l'accès aux terres arables aggravant l'insécurité alimentaire à Fizi où 25 pourcent de la population est affectée », dit l'administrateur du territoire de Fizi. (Actualité.CD)

Le parti Envol indigné du contraste entre les accords signés et la poursuite de la crise dans l'Est. Cette réaction émane du secrétaire général du parti, Rodrigue Ramazani, lors d'un meeting populaire tenu à Kinshasa. « Le premier comme le deuxième accord n'ont pas bien marché, car ils n'ont pas pacifié le pays où l'autorité de l'État n'est pas



rétablie dans la partie Est. Les jours passent et la situation ne change toujours pas : Goma et Bukavu restent entre les mains des rebelles ». Sur le plan socio-économique, il fustige la perte du pouvoir d'achat de la population, aggravée par l'instabilité du marché de change. Il a souligné que la situation sociale est devenue difficile, surtout à Kinshasa où, selon lui, l'insécurité fait rage avec notamment des cas d'attaques domiciliaires. Il encourage l'État congolais à assainir le climat des affaires afin d'attirer les investisseurs étrangers et permettre aux jeunes d'accéder à l'emploi.

Dimanche 23 novembre.

Les généraux et officiers supérieurs arrêtés ces derniers mois, placés en résidence surveillée. Complot contre le chef de l'État, tentative de coup d'État ou encore trahison, le dossier est particulièrement sensible en RDC et concerne une dizaine de généraux, dont l'ancien chef d'état-major, le général Christian Tshiwewe, en figure de proue. Le porte-parole des Fardc, s'est limité à évoquer la gravité des accusations portées contre eux. « Plusieurs officiers et généraux et supérieurs des Fardc sont actuellement interpellés pour des faits hautement répréhensibles, liés à la sécurité de l'État. Leur durée de détention est, conformément à la loi, prolongée sous demande du parquet militaire qui mène les enquêtes. Les Forces armées de la RDC précisent qu'ils sont assignés à résidence et dans des conditions acceptables ». (RFI)

Les Fardc accusent l'AFC/M23 de violer le cessez-le-feu malgré la signature des accords. « Chaque jour, la coalition AFC/M23 continue d'attaquer nos positions malgré les appels à la cessation des hostilités », a souligné le porte-parole de l'armée. Il a appelé les médiateurs américains et qataris à prendre des dispositions pour mettre fin à cette situation, au risque de pousser les à répondre à ces provocations. Selon lui, l'attitude des rebelles expose les populations aux aléas de la guerre dans les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu.

Des marchandises pourrissent dans plusieurs des camions bloqués sur la route Bunia – Kasenyi. Le trafic est coupé depuis cinq jours sur le tronçon Bunia–Kasenyi (Ituri), un axe essentiel qui relie la province à l'Ouganda et approvisionne plusieurs agglomérations en vivres et autres produits de première nécessité. Le pont Mbogu, situé à cinq km de Bunia et qui menaçait de s'effondrer sous le poids des camions, est désormais complètement hors service, ont déploré des commerçants samedi 22 novembre. **Des chantiers à l'arrêt.** Des dizaines de camions transportant du sable, du gravier et des moellons sont immobilisés depuis cinq jours, faute d'accès de ces matériaux aux sites du Mont Bleu. Cette situation bloque les travaux de construction sur plusieurs chantiers et prive la main-d'œuvre de revenus.

Fermeture de 71 ports illégaux dans l'Équateur : Bralima au cœur des tensions à Mbandaka, longtemps réputé pour l'entrée de denrées alimentaires dans la ville, désormais fermé pour absence de documents. La province de l'Équateur a engagé, la semaine dernière, une vaste opération de fermeture de ports privés ne répondant pas aux exigences légales. Cette campagne vise à assainir le secteur, sécuriser les flux et mettre fin aux activités non conformes. Les propriétaires des ports concernés ont été sommés de présenter des preuves de propriété et d'exploitation en règle. Pour le commissariat fluvial de Mbandaka, il s'agit d'une mesure conservatoire : la réouverture ne pourra intervenir qu'après le dépôt des trois pièces exigées auprès de la commission mixte chargée de superviser l'opération.

Ituri : délocalisation imminente de plus de 40 000 réfugiés sud-soudanais pour des raisons sécuritaires. Arrivés en avril 2025 pour fuir les combats dans leur pays, les réfugiés sont aujourd'hui estimés à 45 000, installés dans plusieurs villages le long de la frontière entre la RDC et le Soudan du Sud. Mais ces zones frontalières sont loin d'être sûres : des sources locales dénoncent des attaques ciblées contre certains réfugiés, accompagnées de pillages de leurs biens et de ceux des habitants congolais. Pour répondre à cette situation, le chef de la chefferie de Kakwa, a mis à la disposition de l'État deux sites situés à l'intérieur de la chefferie, dans les groupements Adumi et Inzi. Ces espaces avaient déjà servi en 1979 pour accueillir des réfugiés sud-soudanais. Des travaux de construction d'abris sont en cours, mais leur achèvement dépend du soutien des partenaires du Gouvernement pour rendre cette opération effective.

RDC-Walikale : l'agglomération de Buhimba tombe entre les mains des rebelles de l'AFC/M23. Ce village qui constituait le dernier verrou pour le territoire de Walikale est passé sous contrôle des rebelles après des affrontements entre les rebelles de l'AFC/M23 et les forces gouvernementales appuyées par les wazalendo la journée de ce dimanche. Les militaires des Fardc et les wazalendo se sont repliés vers Kailenge et Luhando. A leur arrivée à Buhimba, les rebelles ont incendié tous les camps des forces régulières et ceux des wazalendo. La prise de Buhimba par les rebelles de l'AFC/M23 leur ouvre la voie sur Kimua et Ntoto, deux autres grandes agglomérations de la région encore sous contrôle des Fardc et des wazalendo. La société civile forces vives de Walikale appelle les autorités militaires à renforcer la sécurité sur cet axe qu'utilise actuellement la rébellion pour encercler Walikale centre. La chute de Walikale pourrait donner aux rebelles l'avantage de foncer jusqu'à Kisangani en passant par Lubutu dans la province du Maniema. (Actualité.CD)

Lundi 24 novembre.



13 civils tués par des insurgés Mobondo à Kwamouth, dans la nuit de samedi à dimanche 23 novembre. Profitant d'un dispositif sécuritaire réduit dans la zone, ces assaillants ont pénétré dans ce village riverain du fleuve Congo vers 3 h du matin. Ils ont affronté les quelques militaires déployés sur place. Après plusieurs minutes d'échanges de tirs, les Fardc ont neutralisé cinq combattants Mobondo. Du côté des Fardc, un soldat est tombé sur le champ d'honneur et un autre a été grièvement blessé.

Appel à un renforcement du financement pour la prise en charge des PVV et tuberculeux au Kongo-Central. Cette initiative vise la création d'un fonds provincial de financement de la santé pour garantir l'autonomie et la continuité des services, notamment ceux liés au VIH et à la tuberculose. Le 22 novembre, la délégation a rencontré le vice-président de l'Assemblée provinciale ainsi que le vice-gouverneur du Kongo Central. Ces acteurs, accompagnés des experts de l'Asbl Santé rurale (SANRU), souhaitent un financement local pour soutenir la prise en charge de la tuberculose, du VIH/SIDA et du paludisme, face à une forte diminution des aides internationales. D'après le directeur technique de la Coordination nationale de renforcement du système communautaire, qui a conduit cette délégation « la mobilisation des ressources locales passe par la mise en place d'un fonds local pour le financement de la santé. Il s'agit d'un dispositif de génération de ressources au niveau local, de manière que les financements des partenaires techniques et financiers et ceux du niveau national ne soient que subsidiaires. »

Une embarcation avec à bord 50 passagers chavire sur le lac Tanganyika : au moins 20 disparus, au large de la localité de Lusenda dans le territoire de Fizi, au Sud-Kivu, dans la nuit du 20 novembre. Cette embarcation a chaviré à cause d'un vent violent qui a secoué l'embarcation. La société civile de Fizi déplore cet énième cas de naufrage et condamne ce qu'elle qualifie de laxisme du gouvernement face à ces drames qui endeuillent le territoire.

RDC: Quinze journalistes tués sous Joseph Kabila et douze sous Félix Tshisekedi, selon une ONG. Le constat de l'ONG Journalistes en danger (JED) est brutal en République démocratique du Congo (RDC) : la presse a été davantage meurtrie, martyrisée et malmenée sous Félix Tshisekedi que sous son prédécesseur, selon le dernier rapport publié ce week-end à Kinshasa. Quinze journalistes ont été tués pendant les 18 années de Joseph Kabila. Sous Tshisekedi, ils sont déjà 12 à avoir perdu la vie, en seulement 6 ans. Le rapport exprime des inquiétudes et parle du diktat contre les journalistes et les médias, que ce soit dans les zones sous contrôle du gouvernement ou encore des rebelles de l'AFC/M23, dans l'est de la RDC, où d'ailleurs la grande majorité des crimes a été recensée dans le rapport. « La presse est soumise à un diktat, l'information est emprisonnée. Nous estimons qu'il est temps qu'on puisse libérer l'information pour que la population soit libre pour savoir comment se comporter dans la situation actuelle. »

Le PAM met en œuvre le projet « Chakula Sokoni » en faveur de 5 000 familles à Masisi. Cette nouvelle approche permet aux familles vulnérables d'accéder à la nourriture directement auprès des commerçants locaux grâce à des transferts monétaires électroniques. Grâce à ce mécanisme, les bénéficiaires achètent désormais les denrées dont ils ont réellement besoin. Le PAM explique que ce système renforce non seulement la dignité des familles, mais soutient également l'économie locale en collaborant avec des commerçants partenaires. Cette approche, lancée en septembre dernier, pourrait, selon le PAM, s'étendre à d'autres zones du Nord-Kivu si les ressources et les conditions le permettent.

Ngefa et Banza crèvent l'écran après les 100 premiers jours du gouvernement Suminwa. Menée du 9 au 10 novembre 2025 auprès de 1 000 personnes, l'enquête révèle une montée en popularité de l'équipe Suminwa II, attribuée à des réformes incisives et à des initiatives à fort impact. « À 100 jours, le gouvernement affiche 52 % d'appréciation favorable, en dépit des tensions économiques liées à la dévaluation du franc congolais et des désagréments causés par les pluies sur les infrastructures », souligne le rapport du sondage. Guillaume Ngefa, avec une approbation de 68 %, s'impose comme le ministre le plus apprécié du moment. Sa présence assidue sur le terrain, alliée à une approche alliant respect des lois et prises de décisions audacieuses, a su captiver l'opinion publique. Dès son arrivée au sein du gouvernement, le Garde des Sceaux a affirmé son autorité pour assainir un secteur en perdition. Juste derrière lui, John Banza, le ministre des Infrastructures, a également su charmer la population, avec 64 % d'avis favorables. Sa démarche pragmatique l'a conduit à passer presque tout son temps sur le terrain au cours de ses 100 premiers jours. Proactif, Banza a mis l'accent sur la modernisation rapide du réseau routier et a déclaré la guerre aux constructions illégales. Il peut également se vanter d'avoir conçu un partenariat public-privé de 450 millions USD pour la réhabilitation de routes stratégiques. Sur le podium, Justin Kalumba se classe avec 62 % d'approbation. C'est au quatrième rang que l'on retrouve la première femme du classement, Raïssa Malu Dinanga, avec 60 %. Thérèse Kayikwamba Wagner, des Affaires étrangères, conclut tout de même ce Top 5 avec un respectable 58 %, bien qu'elle se soit montrée plus discrète ces derniers mois. (AfricaNews)



Mgr Willy Ngumbi appelle les jeunes chrétiens du Kivu à résister aux antivaleurs. Près de 10 000 jeunes venus de provinces du Nord et du Sud-Kivu ont pris part à la clôture des 40e Journées diocésaines de la jeunesse (JDJ), dimanche 23 novembre, sur l'esplanade de la paroisse Notre-Dame du Mont Carmel, à Goma. Placées sous le thème « Jeunesse du Kivu, sois la lumière contre les antivaleurs », ces journées ont été l'occasion de réflexions profondes sur les enjeux moraux, sociaux, spirituels et sécuritaires auxquels fait face la jeunesse dans cette région en crise. Lors de la messe de clôture, Mgr Willy Ngumbi Ngengele, évêque du diocèse de Goma, a invité les jeunes à suivre l'exemple de Floribert Bwana Chui, jeune fonctionnaire congolais des douanes béatifié récemment pour son engagement contre la corruption. Il a exhorté la jeunesse à résister aux antivaleurs et à témoigner, par leur vie, d'une foi active et engagée : « Vous aussi, vous allez rendre témoignage, à l'exemple de Floribert, car vous êtes avec moi », a-t-il déclaré dans son homélie.

RDC : environ 2.800 violations des droits humains recensées en 6 mois (BCNUDH), sur l'ensemble du territoire de la RDC. Ce chiffre représente une augmentation de 11% par rapport à celles documentées lors du semestre précédent. 86% de violations et atteintes répertoriées, soit 2.378, ont été commises dans les provinces en conflit. Le nombre de victimes a augmenté de 12% par rapport au semestre précédent, selon le rapport, passant de 7.705 à 8.635 victimes. L'intensification des conflits armés à l'Est du pays, en particulier à cause de l'offensive du M23 au Nord et Sud-Kivu ainsi que l'activisme persistante d'autres groupes armés, notamment les ADF et la CODECO au Nord Kivu et en Ituri sont à la base cette augmentation.

Mardi le 25 novembre.

L'Union européenne octroie 10 millions d'euros aux Fardc. Cette somme permettra à l'armée congolaise d'acquérir des équipements non létaux pour renforcer ses capacités opérationnelles. Ces équipements incluront des outils pour le commandement et le contrôle, l'amélioration des conditions de déploiement, l'assistance médicale, ainsi que des moyens pour effectuer des patrouilles de surveillance le long des frontières fluviales. Les premières livraisons sont prévues avant la fin de 2026. Il s'agit de la deuxième mesure d'assistance accordée aux Fardc par l'Union européenne. La première, adoptée en 2023, visait à soutenir la 31e Brigade de réaction rapide basée à Kindu.

Les ADF et le M23 catalogués "groupes armés les plus meurtriers" en octobre, selon le Baromètre sécuritaire du Kivu. Ce rapport met en lumière l'ampleur des violences dans les provinces du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et de l'Ituri. Les ADF se révèlent être les plus meurtriers, notamment en termes de victimes civiles, bien qu'ils reçoivent moins de couverture médiatique que le M23. « Les exactions du M23, souvent très visibles et médiatisées, éclipsent celles des ADF, qui pourtant font davantage de victimes civiles », explique-t-il.

Le M23 somme plus de 2 000 ménages déplacés de retourner dans leurs villages à Masisi. Dès ce 24 novembre, des familles entières, transportant leurs effets personnels, ont commencé à quitter les sites publics qu'ils occupaient à Masisi-Centre pour rejoindre les groupements de Biiri, Buabo et Banyungu, situés autour du chef-lieu du territoire. Ces zones restent instables en raison des affrontements récurrents entre les rebelles AFC-M23 et les groupes Wazalendo toujours actifs dans la région. Rien ne garantit un retour sécurisé pour ces milliers de familles déplacées, qui ont passé plus de six mois loin de leurs terres. Par ailleurs, la zone de santé de Masisi fait face depuis plusieurs semaines à une recrudescence des cas de choléra, causant déjà au moins trois décès. Un agent humanitaire présent sur place estime que cette situation sanitaire a motivé la décision du mouvement rebelle, mais dénonce sa méthode policière violant les règles humanitaires.

25 novembre : une journée pour rappeler l'urgence de lutter contre les violences faites aux femmes. Cette journée vise à sensibiliser, prévenir et mettre fin aux différentes formes de violences que subissent les femmes à travers le monde : mariages forcés, agressions sexuelles, violences conjugales, avortements forcés, mutilations génitales, entre autres. En RDC, la situation reste particulièrement préoccupante, notamment dans l'Est du pays, ravagé par les conflits armés. En 2023, Médecins sans frontières (MSF) a pris en charge 25 166 survivants de violences sexuelles à travers le territoire national, soit plus de deux victimes chaque heure. Rien que dans la province du Nord-Kivu, MSF a soigné 17 363 cas, entre janvier et mai 2024.

Plus de 600 cas suspects de choléra à Moba : la rupture des intrants complique la prise en charge. Les aires de santé les plus touchées se trouvent le long du lac Tanganyika, où la population continue de consommer l'eau du lac, principal vecteur de propagation du vibrion cholérique. La zone est confrontée à une rupture de chlore et d'intrants essentiels, rendant la lutte contre l'épidémie particulièrement complexe.

SOS du député Amule sur la présence de 40 000 réfugiés de sud-soudanais à Aru, sans aucun encadrement de la part des services publics. Cet élu d'Aru redoute que cette présence massive des personnes en provenance d'un pays en



guerre ne puisse créer des tensions avec les communautés locales. Il estime que le Gouvernement central devrait s'impliquer de manière active et efficace afin d'apporter des réponses appropriées à ce problème.

L'UE et l'UA réaffirment leur engagement en faveur de la mise en œuvre complète de toutes les démarches engagées, de la résolution 2773 au processus de Doha. A l'issue du sommet de l'Union européenne et de l'Union africaine ce 25 novembre 2025 à Luanda sanctionné par une déclaration commune, les deux organisations se sont exprimées sur la crise qui secoue le monde. Au point 7 de la déclaration, elles ont réaffirmé leur engagement en faveur de la mise en œuvre complète de toutes les démarches entreprises, de la résolution 2773 du Conseil de sécurité des Nations-Unies, du processus de Doha, sous la médiation de Washington. Les deux parties soutiennent par ailleurs tout processus qui se déroule sous médiation de l'Union africaine. Au point 5, les deux organisations indiquent apporter leur soutien « indéfectible » à tout processus de paix : « nous réitérons notre soutien indéfectible à une paix juste, globale et durable en Ukraine, dans le Territoire palestinien occupé, au Soudan, au Soudan du Sud, en RDC, au Sahel, en Somalie, ainsi que dans d'autres conflits à travers le monde ». La déclaration finale du 7ème sommet UE-UA a élargi par ailleurs la réflexion sur les questions de sécurité. Les deux organisations saluent la coopération historique entre les deux continents en matière de prévention des conflits, de médiation, de stabilisation et de gouvernance, rappelant que cette collaboration repose avant tout sur des solutions africaines conduites par les Africains. Elles mettent en avant le rôle structurant de l'Architecture africaine de paix et de sécurité, active depuis 2004, et soulignent l'importance des opérations de soutien à la paix déployées sous leadership africain. L'UE réaffirme son appui militaire et sécuritaire à travers la Facilité européenne pour la paix et souligne la nécessité d'un financement adéquat, prévisible et durable pour les opérations africaines menées sous mandat onusien. Les 2 organisations expriment leurs préoccupations croissantes concernant les menaces maritimes, l'expansion du terrorisme, le crime organisé transnational, le trafic illicite des ressources naturelles, la prolifération des armes et les campagnes de désinformation qui déstabilisent les États et les communautés. Elles dénoncent la multiplication des attaques contre les civils et les travailleurs humanitaires. (**Actualité CD**)

Mercredi 26 novembre.

11 morts en 2 jours d'accrochages entre FARDC et Wazalendo à Uvira. Les militaires des Fardc et leurs alliés Wazalendo se sont brouillés, au point de se tirer dessus entre eux à balles réelles. Ces hostilités ont causé 9 morts plus 2 blessés dimanche, puis 2 autres morts et 2 blessés lundi. Parmi ces victimes, figurent des militaires, des Wazalendo et des civils, victimes de tirs croisés entre les belligérants. Le climat de méfiance et la guerre de leadership entre les Fardc et les Wazalendo à Uvira est la principale source de leur conflit. Certains Wazalendo ne respectent plus la ligne de conduite édictée par les Fardc, sensées assurer le commandement de ces deux forces réunies pour empêcher la progression la rébellion de l'AFC-M23 vers la ville d'Uvira au Sud-Kivu, les provinces du Tanganyika et du Haut-Katanga.

Felipe Paullier pour la participation des jeunes dans les instances de prise de décision. Le Sous-Secrétaire général de l'ONU aux affaires de la jeunesse, a reconnu qu'au niveau mondial, il existe un grand écart entre la participation des jeunes et leur représentation dans les instances de prise de décision, alors que la majorité de la population de la planète est jeune. « 50 % de la population mondiale a moins de 30 ans. C'est un problème majeur, mais la solution n'est pas magique. Il n'y a pas une seule action à mener, mais un travail conjoint impliquant de nombreux acteurs. Il est essentiel d'institutionnaliser la participation des jeunes et de reconnaître des espaces formels où ils peuvent participer aux instances de prise de décision », fait-il savoir. Pour lui, il est par ailleurs nécessaire que les portes soient ouvertes pour l'intégration des jeunes à la fonction publique et que les obstacles à l'accès des jeunes à la politique soient éliminés en RDC.

Des journalistes et influenceurs sociaux de Kisangani sensibilisés contre la désinformation. Avec l'appui de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), cette activité vise à promouvoir une communication responsable afin de prévenir les actes de violence contre le personnel soignant dans cette partie du pays. Cette initiative fait suite au drame survenu à Isangi en octobre dernier, où des agents de santé ont perdu la vie à cause de rumeurs liées à la disparition des organes génitaux masculins. Le chef du sous-bureau de l'OMS à Kisangani, a expliqué que cet atelier aborde également des thématiques telles que l'analyse des rumeurs, la vérification des sources, l'utilisation d'outils numériques spécialisés et la gestion des données sanitaires et a précisé que l'objectif est d'amener les participants à adopter une communication responsable, capable d'apaiser plutôt que d'enflammer l'opinion publique.

L'Unicef annonce la fermeture de son bureau à Beni. Le désengagement de l'Unicef à Beni s'explique par une crise de liquidités que traverse l'organisation au niveau des Nations Unies. « Quand on parle de fermeture, ce n'est pas une fermeture totale, mais une restructuration interne de notre plan opérationnel. Cela signifie que seul le bureau de Goma continuera à gérer les activités et couvrira toute la province. »



Après une nouvelle attaque de la milice Mobondo, des familles déposent des corps au ministère de l'Intérieur.

Après l'attaque menée le 23 novembre, de nouveaux corps ont été découverts les 24 et 25 novembre dans une forêt voisine. On compte désormais vingt-et-un civils tués. Le 24 novembre, quatre corps ont été acheminés jusqu'à Kinshasa et déposés directement au cabinet du ministre de l'Intérieur. Les familles dénoncent ce qu'elles considèrent comme une inaction du gouvernement. Ils rappellent que ces attaques durent depuis quatre ans et exigent une implication plus forte de l'État. Depuis juin 2022, une opération militaire baptisée Ngemba est menée contre les miliciens Mobondo, nés d'un conflit communautaire. Mais ces groupes se renforcent à certains endroits, ciblent des postes de police et récupèrent des armes, augmentant ainsi leurs capacités. (RFI)

Les Fardc et l'UPDF lancent une offensive contre les ADF à Mambasa et Irumu. Après des échanges de tirs, les ADF ont été dispersés dans la forêt, bien qu'un soldat ougandais ait été blessé. La population locale, inquiète de ces incursions, craint désormais d'accéder à ses champs, tandis que la Monusco a déployé des patrouilles à Busio dans la chefferie de Banyari Tchabi, pour sécuriser la région, après des alertes sur la présence d'ADF le week-end dernier.

Lancement officiel du partenariat commercial RDC-Royaume-Uni à Kinshasa. Les épices, le café et cacao en provenance de la RDC ne payeront pas la douane au Royaume-Uni, à la suite d'un partenariat commercial signé entre les gouvernements congolais et britannique. Ce partenariat vise à diversifier l'économie congolaise au-delà des mines et aussi augmenter les échanges commerciaux de 100 millions USD à 1,5 milliard USD d'ici 2030. Ce partenariat donne aux entreprises congolaises l'accès au marché britannique, avec 99,8% d'exportations éligibles et une entrée sans droit de douane. Il représente une coopération commerciale plus généreuse.

Pétrole des Virunga : des ONG congolaises portent plainte contre la RDC, l'Ouganda et l'EAC. La plainte, enregistrée en début de semaine par la Division de Première Instance de la Cour, avait été introduite le 27 octobre dernier par l'ONG Alerte congolaise pour l'environnement et les Droits de l'homme (ACEDH) et ses partenaires. L'objectif est de faire reconnaître les préjudices causés aux communautés locales par les projets pétroliers dans la région du parc national des Virunga, au cœur du Rift Albertin. En RDC, cinq blocs pétroliers ont déjà été délimités dans la zone sensible des Virunga, entre l'Ituri et le Nord-Kivu. Du côté ougandais, les ONG congolaises dénoncent l'exploitation des blocs Tilenga et Kingfisher, qui affecteraient gravement les ressources halieutiques des lacs Albert et Édouard. Cette plainte marque une étape importante dans la lutte pour la protection des écosystèmes du Rift Albertin.

Jeudi 27 novembre.

La rougeole sévit dans les territoires de Masisi et Rutshuru (MSF). La maladie sévit surtout chez les enfants de moins de cinq ans, dans un contexte de violence, de pauvreté, de déplacements et d'accès limité aux soins. Entre avril et novembre 2025, plus de trois mille cas ont été pris en charge par Médecins sans frontières (MSF) dans ces deux territoires. Les responsables sanitaires et les humanitaires appellent à un soutien urgent pour éradiquer cette maladie. Dans les zones de santé Katoyi et Kirotshu (Masisi) 1 856 patients ont reçu des soins entre octobre et mi-novembre 2025, dont 756 cas avec complications, selon MSF. Tandis que dans la zone de santé de Binza (Rutshuru), les équipes de MSF déclarent avoir pris en charge 1 195 autres patients, dont 355 cas graves entre mi-avril et novembre.

Début des travaux de réhabilitation de plusieurs routes à Walikale. Parmi les travaux concernés figurent, Walikale-Kibuwa, Walikale-Itebero, et des avenues et rues de Walikale-centre. Les travaux comprennent la construction de huit ponts. Financé par le Projet d'Appui au secteur agricole dans le Nord-Kivu, ce chantier vise à désenclaver les zones agricoles pour faciliter l'évacuation des produits vers les grands centres de consommation. Quatre entreprises sont mobilisées pour exécuter les travaux, prévus pour une durée de huit mois. En marge du lancement des travaux routiers, le gouverneur a annoncé la relance du projet d'élargissement de la piste de l'aérodrome de Kigoma. Longue actuellement de 1 113 mètres. Elle sera élargie à 1 800 mètres, permettant l'atterrissage d'avions de plus grande capacité. Le gouvernement provincial assure le financement de cette infrastructure stratégique, a indiqué général-major Kakule Somo.

1 260 528 enfants visés par la campagne de vaccination contre la polio au Kwilu. Le gouverneur a exhorté les parents à rendre leurs enfants disponibles afin qu'ils puissent recevoir le vaccin et être protégés contre la polio. Il s'est engagé à suivre de près la mise en œuvre de cette campagne pour que chaque ménage de la province soit visité et que les enfants ciblés soient vaccinés. L'objectif de cette campagne de vaccination est de contribuer à l'éradication de la rougeole.

Les motards de Bukavu dénoncent une série de meurtres ciblés sur le boulevard Patrice Lumumba, mais aussi sur plusieurs routes secondaires. La Coalition « Pamoje kwa amani » (Tous pour la paix) tire la sonnette d'alarme : « En



une semaine, cinq motocyclistes ont été froidement abattus par des éléments de l'AFC-M23 dans la ville de Bukavu. Aucune raison ne peut justifier ces actes barbares. Même si des consignes de sécurité existent, la sanction ne devrait jamais être une balle dans la tête ». La coalition qualifie ces meurtres de crimes de guerre. Ces attaques suscitent une vive indignation et appellent à une réponse urgente des autorités de facto de la ville pour garantir la sécurité des motards et des civils.

Crise sécuritaire dans l'Est de la RDC: Paul Kagame critique Kinshasa l'accusant de « refuser d'assumer ses responsabilités » pour mettre fin au conflit, notamment en rejetant toute négociation avec les rebelles du M23. Ce groupe armé est régulièrement cité dans les rapports des Nations unies comme bénéficiant du soutien de l'armée rwandaise, des accusations que Kigali nie systématiquement. Interrogé sur la réouverture de l'aéroport de Goma, souhaitée par Paris et Kinshasa pour des raisons humanitaires, M. Kagame a estimé que la question devait être discutée « directement avec les rebelles qui contrôlent la ville ». En réaction aux propos de Paul Kagame, Kinshasa renvoie Kigali aux accords signés entre les deux pays et lui rappelle son obligation de les respecter. Pour le porte-parole du gouvernement congolais, Paul Kagame est le géniteur, le « père » du groupe rebelle M23.

Kinshasa: chaque pluie révèle désormais une révoltante inadéquation urbaine. Les récentes pluies torrentielles ont emporté la passerelle vitale reliant les quartiers Résidentiel et Mombele, isolant ainsi des milliers d'habitants. Les inondations, omniprésentes, touchent de nombreux secteurs de la ville, exacerbées par une morphologie complexe et un système de drainage inadapté. La situation est particulièrement préoccupante sur les marchés, où l'eau déborde et engorge les allées, privant les vendeurs de conditions dignes. Bien que les autorités aient fait des tentatives de relocalisation, les conditions catastrophiques sur les nouveaux sites - manque d'espace, hausse des loyers, difficulté d'accès - ont poussé les commerçants à revenir sur les anciennes zones inondables. Entre avril et juin 2025, environ 80 personnes ont perdu la vie à cause des inondations, entraînant l'ouverture de sites d'hébergement temporaire à Kinkole et au stade des Martyrs pour les sinistrés. Face à cette crise, les gouvernements national et provincial ont essayé d'agir, avec la mise en place de cellules de crise et de secours. Cependant, le processus d'indemnisation a été critiqué pour son manque de clarté et de transparence, laissant de nombreux sinistrés dans l'incertitude. Cet enchaînement d'événements met en lumière une vérité alarmante : le manque d'infrastructures adéquates, la gestion laxiste des espaces urbains et l'absence d'un plan de développement cohérent sont les pierres angulaires des inondations récurrentes. L'occupation désordonnée des terres ne fait qu'aggraver les problèmes liés à la montée des eaux. Kinshasa se trouve à un tournant critique. Pour éviter que ces tragédies ne deviennent la norme, une action résolue et collective s'impose. La capitale a besoin d'une gouvernance proactive, d'un urbanisme planifié et d'une réelle volonté politique pour reconstruire et protéger ses habitants face aux caprices de la météo. Les défis sont grands, mais l'avenir de Kinshasa en dépend. (AfricaNews)

Vendredi 28 novembre.

3 165 000 enfants attendus pour la vaccination contre la rougeole et la rubéole en Ituri. Cette campagne, lancée jeudi 27 novembre, concerne les 36 zones de santé de la province. « La rubéole est une maladie courante et généralement bénigne, dont les symptômes ressemblent à ceux de la rougeole. Cependant, lorsqu'elle touche une femme enceinte, elle peut provoquer de graves malformations congénitales chez le fœtus, notamment la surdité ou des maladies cardiaques ». Près de 4 600 sites de vaccination ont été aménagés, notamment dans les structures de santé, les écoles et divers lieux publics, afin de faciliter l'accès des enfants au vaccin. Pour la cheffe du bureau de l'Unicef à Bunia, partenaire technique et financier de l'opération, la réussite de cette campagne repose sur l'implication de tous. Elle appelle donc à une forte mobilisation communautaire afin qu'aucun enfant ne soit laissé de côté. Depuis le début de cette année, l'Ituri a enregistré 1 434 cas de rougeole, avec deux décès parmi les 48 patients testés positifs. Cette situation justifie l'intégration de l'Ituri parmi les sept premières provinces ciblées pour bénéficier de ce vaccin combiné.

Emploi des jeunes : le Gouvernement promet l'égalité des chances. Le ministre de l'Entreprenariat a annoncé que l'Office national de l'emploi portera désormais une connotation d'égalité, afin d'éviter les recrutements identitaires et surtout les pratiques basées sur le népotisme, le tribalisme, sans tenir compte des compétences individuelles. Cette initiative s'inscrit dans la volonté du gouvernement de promouvoir la transparence et l'équité dans le marché de l'emploi, en garantissant que chaque jeune congolais ait les mêmes opportunités pour construire son avenir professionnel.

ICCN et communautés riveraines du Parc de la Maïko en dialogue pour une gestion apaisée des aires protégées. Ce parc, situé à cheval entre les provinces du Nord-Kivu, Maniema et Tshopo, entretient depuis sa création en 1970 des relations tendues avec les populations locales, en raison de l'interdiction d'accès à la forêt pour la chasse, la pêche ou l'exploitation minière. Aujourd'hui, les responsables du parc veulent promouvoir une gouvernance participative et



inclusive. « On veut réunir tout le monde autour d'une table pour discuter, connaître les besoins de la communauté. Ce n'est pas moi, le gestionnaire, qui impose ce qu'il faut faire. Dès que nous avons les moyens pour accompagner la communauté, nous irons vers elle pour évaluer ses besoins ». De leur côté, les communautés locales se disent prêtes à coopérer, mais demandent des mesures compensatoires face aux restrictions imposées. « Le parc a pris une grande partie de notre forêt. On ne peut plus pêcher, chasser ni exploiter les mines. Il faut une certaine compensation pour que la collaboration soit possible ». Pour atteindre ces objectifs, l'Institut congolais pour la conservation de la nature mise sur un partenariat public-privé signé avec le Fonds Faune et Flore International, afin de mobiliser les financements nécessaires pour une gestion durable et apaisée du Parc de la Maïko.

L'ONG Justice Plus appelle à la protection des droits des déplacés à Bunia. Justice Plus déplore l'arrestation de 43 personnes par des agents des forces de défense et de sécurité lors d'une opération de bouclage menée dans le site de Kigonze, en violation du droit international humanitaire. Selon l'ONG, ces agents recherchaient des miliciens de la Convention pour la Révolution Populaire (CRP) ou leurs supplétifs, supposés se cacher parmi les déplacés. Tout en saluant la volonté des services de sécurité de traquer les miliciens, Justice Plus dénonce les abus et violations des droits humains perpétrés lors de cette opération. L'organisation souligne que cette fouille n'a pas respecté le caractère inviolable d'un site de déplacés et a entraîné un climat de peur, ainsi que des arrestations arbitraires, y compris d'enfants, sous prétexte de connivence avec la milice CRP. Pour Justice Plus, cette situation pousse plusieurs déplacés à fuir le site vers des quartiers environnants, par crainte d'être assimilés à des miliciens.

Ouverture d'un procès militaire contre 12 prévenus à Walikale, dont plusieurs combattants Wazalendo et un soldat de deuxième classe. Ils sont poursuivis pour des infractions graves, notamment : détention illégale d'armes de guerre, viol sur mineurs, participation à un mouvement insurrectionnel, association de malfaiteurs, dissipation de munitions. Pour le ministère public, ce procès doit revêtir un caractère exemplaire et dissuasif, dans un contexte sécuritaire particulièrement fragile dans l'Est du pays. La société civile du territoire encourage cette démarche. Son président, a rappelé que le dossier de l'assassinat d'un de leurs collègues en 2024 à Hombo est inclus dans ce procès, ce qui suscite un intérêt local.

Eboulement meurtrier de Kawama: le ministre des Mines promet des sanctions aux coupables. Tout en attendant les conclusions des enquêtes en cours, le ministre des Mines assure qu'aucun officier supérieur de l'armée ni cadre national ou provincial impliqué ne sera épargné, rappelant que « personne n'est au-dessus de la loi ». Le ministre a également déploré les graves négligences qui caractérisent les sites miniers à travers le pays. Il a appelé à une meilleure sécurisation des zones d'exploitation artisanale pour préserver les vies humaines.

Reconnaissance de génocide : les confessions religieuses adhèrent à la campagne. Après les catholiques et les protestants, les autres confessions religieuses de la RDC s'engagent à sensibiliser sur les documents de reconnaissance de génocide de la RDC. Ces pasteurs et Iman, membres de la plate-forme confessions religieuses, acceptent de vulgariser dans leurs lieux de culte les résolutions de la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP) ainsi que celles de la société civile africaine. Pour le président de la plate-forme Eglise de réveil au Congo a reconnu que ces deux résolutions vont enrichir leurs prédications afin que le génocide soit reconnu de tous les Congolais. Pour sa part, le ministre des Droits humains, se réjouit que ces interlocuteurs aient accepté de s'engager dans ce combat.

Aéroport de Goma, FDLR, accords: Paul Kagame livre sa lecture de la crise entre la RDC et le Rwanda. Au Rwanda, le président Paul Kagame s'est longuement exprimé, jeudi 27 novembre, lors d'une conférence de presse. Il est revenu sur les processus de paix de Washington et de Doha, sur la question des FDLR, sur la situation de l'AFC/M23, ainsi que sur la réouverture de l'aéroport de Goma. Paul Kagame a défendu la position de son pays et reproché aux autorités congolaises de ne pas respecter, selon lui, les engagements déjà négociés. D'abord, Paul Kagame reconnaît qu'il existe bien des contacts pour organiser, dans les prochains jours, une rencontre avec Félix Tshisekedi à Washington. Mais il reste très sceptique : pour lui, on est encore loin de la fin du processus. Il rappelle qu'il y a déjà eu des accords signés par le passé, et que Kinshasa, selon lui, ne les a pas respectés. **Une éventuelle rencontre avec Tshisekedi ?** Il revient aussi sur la position congolaise : Kinshasa affirme que le président Tshisekedi ne fera pas le déplacement tant que les troupes rwandaises n'auront pas quitté le territoire congolais. Et Paul Kagame assure que cette question avait déjà été discutée avant même les réunions de Washington. Un séquençement avait même été convenu entre les deux parties, que les représentants rwandais et congolais avaient signé. Mais dès le lendemain, soit encore sur place, soit de retour à Kinshasa, d'autres conditions ont été ajoutées. Et selon lui, c'est cela qui bloque le processus. Sur la question de la réouverture de l'aéroport de Goma, annoncée il y a presque un mois à la Conférence de Paris, Kagame rappelle un point : l'espace aérien de l'Est de la RDC reste fermé par les autorités congolaises. Il dit ne pas comprendre comment on peut parler d'une réouverture dans un espace aérien qui n'est officiellement plus opérationnel. Il pousse le



raisonnement plus loin. Selon lui, Goma n'est pas fonctionnel aujourd'hui, et se trouve « entre les mains de certaines personnes ». Et il explique ce que serait sa propre position : si lui contrôlait Goma, il ne le rendrait pas sans conditions. Il exigerait qu'en échange, ses propres problèmes soient réglés. « Vous voulez Goma, Kavumu, Bukavu, ou tout l'Est du Congo ? Très bien. Mais cela viendra seulement si vous réglez mes problèmes », dit-il pour illustrer sa logique. Pour lui, on ne peut pas parler de crise humanitaire sans revenir à ce qu'il appelle « la cause profonde ». Selon Paul Kagame, beaucoup de pays, en particulier européens, évitent systématiquement cette question parce qu'elle mettrait leur responsabilité en lumière. **Kagame, très critique envers les FDLR.** Concernant les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), le président rwandais se montre très critique et s'étonne du silence autour de ce groupe armé. Il affirme que si certains pensent qu'ils sont « peu nombreux », ils n'ont qu'à venir les rencontrer au Rwanda, face aux combattants récemment capturés en RDC. Il affirme que ces FDLR sont profondément « imbriqués » avec des unités de l'armée congolaise et avec certains systèmes administratifs dans l'Est du pays. Paul Kagame rappelle aussi que certains FDLR sont impliqués dans l'exploitation minière en RDC. Et il pose une question : où vont ces minerais ? Il suggère que certains pourraient finir en Europe. Enfin, Paul Kagame explique avoir dit à plusieurs reprises aux dirigeants congolais que la paix ne peut pas être une faveur. « Je ne peux pas supplier quelqu'un de me donner ma paix ou ma sécurité », dit-il. Pour lui, la paix doit être mutuelle, et ne peut pas dépendre d'un rapport de domination ou d'une faveur accordée par un autre État. De son côté, Patrick Muyaya, porte-parole du gouvernement congolais, a réagi jeudi 27 novembre dans la soirée. Il accuse Paul Kagame de « revendiquer les actions de l'AFC/M23 », et affirme que Kinshasa attend du Rwanda qu'il respecte ses engagements dans les processus diplomatiques en cours. Il dénonce aussi, selon ses termes, le « négationnisme » de Paul Kagame sur la crise humanitaire, et réaffirme que l'État congolais travaille à rétablir son autorité sur tout le territoire. **Aéroport de Goma: un mois après l'annonce de Macron, le bras de fer se poursuit.** En RDC, cela fait maintenant presque un mois qu'Emmanuel Macron annonçait la réouverture partielle « dans quelques semaines » de l'aéroport de Goma, pour permettre l'acheminement de l'aide humanitaire. La capitale provinciale du Nord-Kivu est toujours contrôlée par l'AFC/M23. Vingt-neuf jours plus tard, l'aéroport reste fermé. Aucun calendrier n'a été communiqué, malgré de nombreuses déclarations à Kinshasa, à Goma et à Kigali. Ce dossier, présenté au départ comme une urgence humanitaire, apparaît désormais comme un enjeu éminemment politique, au cœur d'un rapport de force entre toutes les parties impliquées. On observe depuis quelques jours un net ralentissement de l'optimisme qui avait suivi l'annonce d'Emmanuel Macron. Au départ, la réouverture de l'aéroport de Goma semblait imminente. Et puis, progressivement, le dossier s'est compliqué. On n'est plus du tout dans un simple enjeu humanitaire. Il y a d'abord eu la mise au point d'Emmanuel Macron cette semaine. Selon le président français, l'effort n'a pas été fait par l'AFC/M23 et par ceux qui contrôlent l'aéroport. À l'inverse, dit-il, le gouvernement congolais a rempli l'ensemble des conditions administratives. À Kinshasa, la question est devenue une affaire de souveraineté. Une commission interministérielle a même été créée pour suivre ce dossier. De son côté, l'AFC/M23 ne bouge pas. Pour le mouvement, l'aéroport reste avant tout un outil de pouvoir. Et il affirme qu'il n'y a plus de crise humanitaire dans les zones qu'il contrôle. Paul Kagame tient un discours proche : pour lui aussi, la situation humanitaire est aujourd'hui moins aiguë qu'avant l'arrivée de l'AFC/M23. Selon nos informations, l'AFC/M23 pose désormais plusieurs préalables à toute réouverture comme par exemple le retour des institutions bancaires dans les zones qu'elle administre. Kinshasa rejette cette demande. La question pourrait se retrouver au cœur des négociations autour d'un nouveau protocole sur l'accès humanitaire. Pour l'heure, aucune date n'a encore été fixée. (RFI)

Samedi 29 novembre.

La Serbie et la RDC s'engagent à renforcer leur coopération dans divers secteurs, tels que l'agriculture, la défense, l'éducation, la santé, et la jeunesse. La coopération dans le secteur de l'éducation implique notamment l'octroi des bourses d'études aux étudiants congolais. A cela s'ajoutent le transfert de technologies, la formation et la modernisation des pratiques agricoles. « Mon pays, la République démocratique du Congo, offre plusieurs opportunités aux pays qui voudraient partager un partenariat avec nous », a renchéri Félix Tshisekedi. Ce dernier et son épouse sont arrivés jeudi à Belgrade, à l'invitation de son homologue serbe pour une visite d'Etat de trois jours. Celle-ci fait suite à la rencontre que Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo avait eue avec Aleksandar Vučić lors de la 79ème session de l'Assemblée générale des Nations unies, à New-York, en septembre 2024. A cette occasion, ils avaient affirmé leur engagement à approfondir les relations d'amitié et de coopération qui lient leurs pays sur des questions d'intérêt commun.

Plaidoyer pour l'application effective des lois sur les violences basées sur le genre en RDC. Un atelier de plaidoyer pour l'application effective de l'ordonnance-loi du 11 septembre 2023 relative à la suppression des frais de justice pour les victimes de violences basées sur le genre (VBG) s'est tenu ce vendredi 28 novembre à Kinshasa. L'objectif principal de cette session était de sensibiliser les acteurs judiciaires, sécuritaires et institutionnels à la mise en œuvre de cette ordonnance, et de renforcer le plaidoyer pour que les survivantes de violences accèdent réellement à la justice, sans barrières financières. L'atelier a également abordé les nouvelles infractions introduites par cette ordonnance-loi, telles que : le mariage forcé d'une veuve avec le frère de son défunt mari, le chantage, l'intimidation à caractère sexiste. Les



organismes ont appelé à l'appropriation collective de ces dispositions légales, pour renforcer la lutte contre l'impunité et protéger les droits des femmes et des filles en RDC.

Jean-Pierre Bemba : « Nous avons 5 aéroports qui sont en construction ». *Kananga* : une nouvelle aérogare, piste et également tarmac. *Mbuji-Mayi* : Même situation pour l'aéroport de Mbuji-Mayi (Kasaï-Oriental), où les travaux de la piste sont terminés. « Mais l'aérogare est en train d'être finalisée aussi ». *Bunia* : une nouvelle aérogare, tour de contrôle, tarmac et également piste ». Cette fois-ci, les avions à réacteurs pourront s'y poser. *Kinshasa*. L'aéroport international de N'djili aura « une aérogare de 45 000 m², qui sera le premier aéroport en Afrique qui aura la certification Gold. C'est-à-dire au niveau sécuritaire, elle sera au premier niveau ». Une nouvelle piste parallèle à la piste actuelle, qui fera 4000 m et qui pourra accueillir des Airbus tels que les A380, tels qu'Emirates A. *Lubumbashi*. La reconstruction de l'aéroport de Luano avance très bien et très vite d'ailleurs.

Tracasserie dans le couloir piétonnier de Kasumbalesa : plusieurs agents publics interpellés. Chaque jour des centaines des petits commerçants font des vas-et-viens entre la RDC et la Zambie pour acheter les marchandises. Et ils empruntent le couloir piétonnier. Cependant ce couloir est truffé des services de l'Etat qui tracassent régulièrement les petits commerçants. Plusieurs agents de sécurité trouvés sur le lieu et qui n'étaient pas en possession d'affectation ni d'ordre de mission ont été appréhendés. Pour l'inspecteur judiciaire du parquet militaire de Kasumbalesa, il est question de mettre de l'ordre en ce lieu.

ENABEL équipe l'assemblée provinciale de la Tshopo en matériel informatique. Composé d'ordinateurs, imprimantes et accessoires, ce matériel vise à renforcer les capacités de gestion et à améliorer la performance administrative et législative de l'institution provinciale. L'initiative s'inscrit dans les efforts de l'agence belge de développement d'accompagner les institutions dans la bonne gouvernance et la digitalisation des services publics.

Une importante cargaison de cacao frauduleux interceptée à Kasindi. «Les services de sécurité ont mis la main sur 16 bidons en apparence transportant de l'huile de palme mais en réalité, il s'agit du cacao. L'autorité provinciale va poursuivre cette opération pour décourager tous les fraudeurs, a déclaré conseiller économique du gouverneur. Le cacao saisi sera vendu et que les recettes issues de cette vente seront affectées à la construction des infrastructures dans la province. Cette saisie intervient deux semaines après une autre interception d'une cargaison de cacao à bord de camionnettes, toujours au poste frontalier de Kasindi-Lubirigha.

3 227 maisons endommagées à la suite d'une pluie diluvienne à Kindu, 5 écoles touchées et 15 personnes blessées ont été recensées. Toutes les familles sinistrées vivent actuellement sans abri et appellent à une intervention urgente pour éviter une catastrophe humanitaire, surtout à l'approche des fêtes de fin d'année. La protection civile lance un appel pressant aux autorités et aux partenaires humanitaires pour apporter une assistance rapide.

Tshisekedi et Kagame s'engagent pour la paix le 4 décembre à Washington. Quatre mois après un accord de paix signé dans l'ombre par leurs ministres des Affaires étrangères, Félix Tshisekedi et Paul Kagame seront reçus à la Maison Blanche par le président américain Donald Trump. Cette rencontre, prévue pour entériner l'accord, est présentée comme un tournant majeur dans la crise sécuritaire persistante de l'est de la RDC. **Doutes et tensions.** Les relations entre Kinshasa et Kigali, marquées par des accusations réciproques et des récits contradictoires, sont imbriquées dans une méfiance historique due à des décennies de conflits. Les efforts mis en place par le Qatar et l'administration Trump, instaurant un canal de communication entre les deux gouvernements, n'ont pas produit des avancées uniformes, comme l'a admis Kagame lors de sa récente conférence de presse. **L'Accord, un équilibre précaire.** Le paradoxe est évident: comment sceller une paix durable alors que la force militaire continue de teinter les discours officiels des deux côtés ? Kinshasa évoque le droit à la défense face à l'AFC/M23, présumé soutenu par Kigali, tandis que Kigali maintient une posture militante sur la sécurité de ses frontières, avec une rhétorique anti-FDLR encore prévalente. Dans cet équilibre délicat, des voix s'élèvent pour questionner, de manière légitime, la portée réelle d'un accord signé lors d'un événement prédestiné à la grandeur. Tout le monde croise les doigts, se demandant si les espoirs de paix pourraient être étouffés par une logique de force toujours omniprésente. (AfricaNews)

Dimanche 30 novembre.

Le prix Nobel de la paix, Denis Mukwege, s'insurge contre les processus de Washington et de Doha. Denis Mukwege affirme que les protocoles d'accords, notamment celui de Doha, « sont illégitimes, précaires et incapables de garantir une paix durable ». Sur les huit protocoles qui composent l'accord, seuls deux ont été paraphés, tandis que sur le terrain, les rebelles de l'AFC/M23 poursuivent leurs offensives. Il note également que le Rwanda n'a pas retiré ses troupes des zones occupées, malgré ses dénégations. Dans ce contexte, Denis Mukwege estime que le peuple congolais



est coincé entre le marteau et l'enclume. D'un côté, explique-t-il, un gouvernement qu'il juge défaillant dans la défense de la souveraineté ; de l'autre, un Rwanda qu'il qualifie de « stratège et criminel », cherchant à contrôler les ressources naturelles congolaises. Il dénonce également l'ingérence croissante d'acteurs économiques étrangers attirés par les ressources minières, ce qui accentue la vulnérabilité du pays et alimente les « dynamiques de prédation », avant d'ajouter que la situation dans les provinces du Nord et du Sud-Kivu s'apparente à une « annexion de fait ». Pour lui, les accords de Washington et de Doha ne visent pas à restaurer la légalité, mais répondent à des intérêts géostratégiques étrangers. « Ils ne changent rien, dit-il, au sort de millions de Congolais déracinés, affamés et privés de leurs droits fondamentaux ». (RFI)

Plus de 2 000 cas de rougeole pris en charge en deux mois à Masisi, selon MSF. Depuis le 2 octobre, 2 243 enfants, dont 646 présentant des formes sévères, ont été pris en charge dans une structure dédiée à l'aire de santé de Kachehembe, mise en place par Médecins sans Frontières. Tous ces enfants ont bénéficié de soins gratuits et récupèrent. **Difficultés sur le terrain.** Les vaccinateurs, qui parcourent les foyers porte-à-porte, font face à de multiples obstacles. La saison des pluies et le relief montagneux imposent de franchir des sentiers glissants et des vallées escarpées pour atteindre les aires de santé les plus isolées. **Insécurité.** Pour de nombreux acteurs sanitaires, cette épidémie résulte directement du conflit armé. Les déplacements massifs ont interrompu la vaccination de routine, laissant des milliers d'enfants vulnérables. Le conflit a aussi détruit les infrastructures, notamment la chaîne de froid dans de nombreux centres de santé, compliquant la conservation et la distribution des vaccins essentiels.

Les jeunes de la Tshopo encouragés à adhérer au programme de transformation agricole. Ce programme cible les jeunes âgés de 18 à 39 ans intéressés par l'agriculture. Il vise à développer les compétences des jeunes pour les intégrer dans les chaînes de valeur agricole, de la production à la commercialisation en passant par la transformation, explique le chargé de l'entrepreneuriat au Fonds social de la République. « Ce projet va non seulement former les jeunes aux métiers mais en plus, va pour ceux qui le veulent avoir une incubation et le troisième volet sera un accès au financement mais la formation va être très pratique. » Les jeunes ont accueilli positivement ce message : « Nous devons vraiment nous investir dans l'agriculture, nous devons créer des emplois à travers ce projet ici, nous pensons que le chef de l'État a fait l'essentiel pour la jeunesse parce que c'est ce que nous étions en train de demander jour et nuit... »

L'archevêque de Kisangani présente le rapport d'utilisation des fonds reçus du FRIVAO par l'Église catholique. Mgr Marcel Utembi Tapa, archevêque de Kisangani, a rapporté que le montant de deux millions cinq cent mille USD a été intégralement dépensé pour la réhabilitation ou la construction des infrastructures des sites de l'Église catholique impactés par cette guerre, selon le rapport établi par la commission ad hoc. L'archevêque a précisé que la gestion de ces fonds a été assurée par une commission spécifique qu'il a mise en place, présidée par Mgr Leonard Ndjati Ndjate, son auxiliaire. « Cette commission a recensé les entités affectées par le conflit avant de procéder aux répartitions des indemnités. » La répartition des fonds, la passation des marchés, ainsi que le suivi technique et financier ont été effectués selon des critères objectifs. Les pièces justificatives de nos actes administratifs et financiers seront annexées dans ce rapport final. » Les travaux réalisés sur le terrain ont été présentés sous forme de projection vidéo.

La 13^e Conférence des gouverneurs reportée sine die sur instruction présidentielle. Selon les autorités, ce réaménagement du calendrier fait suite à une instruction directe du Président de la République, qui a demandé aux services compétents de revoir les modalités d'organisation de l'événement. Aucune nouvelle date n'a encore été fixée. Dans l'intervalle, le gouvernement appelle les participants et parties prenantes à faire preuve de patience, responsabilité et patriotisme, le temps de finaliser les ajustements nécessaires à la tenue de cette rencontre stratégique.

Judith Suminwa accentue la pression sur le gouvernement afin de faire aboutir en urgence la réforme agricole et pastorale. La Première ministre a rappelé que l'agriculture est un des secteurs prioritaires du programme d'action du gouvernement 2024-2028. Il s'agit également du secteur qui emploie le plus de monde en RDC, soit environ plus de 60 % de la main-d'œuvre active selon les statistiques. "Pour soutenir cet élan, le gouvernement a pratiquement doublé la part du budget alloué au secteur agricole depuis le début du quinquennat. Il a également entamé un processus de cohérence de l'ensemble des initiatives portant sur les secteurs agricoles, pêche et élevage, ainsi que sur le développement rural". La Première ministre est revenue sur la décision prise par le président de la République de placer la prochaine conférence des gouverneurs sous le thème de la transformation du secteur agricole, pastoral, halieutique, du développement rural et de la connexion aux marchés urbains. "Deux défis majeurs persistent : le financement du secteur et la fixation du SMIG pour les personnels impliqués dans ces secteurs d'activité. La Première ministre a conclu en chargeant le ministre d'État, ministre de l'Agriculture, de suivre les lignes directrices qu'elle a tracées afin que toutes ces questions puissent trouver des réponses adéquates", a recommandé la première ministre. Selon le compte-rendu du Conseil des ministres, la stratégie nationale se structure autour d'une révolution agricole agressive axée sur : la valorisation des terres rurales et périurbaines, la mécanisation agricole à grande et petite échelle, l'accès à des semences



de qualité, l'amélioration des techniques de conservation, la promotion d'une agriculture durable et inclusive et le financement. (**Actualité CD**)

